

L'AGROÉCOLOGIE COMMENCE CHEZ LES PAYSANNES

Rapport mondial sur l'alimentation 2026



ALLIANCE
SUFOSEC

Organisations de l'alliance

Action de Carême, SWISSAID, Vétérinaires Sans Frontières Suisse, Vivamos, Aqua Alimenta et Skat Foundation

Organisations partenaires

Environ 300 organisations de la société civile dans les pays du Sud

Aide

Dans le cadre des contributions au programme, l'alliance est soutenue financièrement par la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le présent rapport a été réalisé avec le soutien de la Fondation Däster-Schild.

Accompagnement scientifique de l'Alliance Sufosec

Prof Dr Johanna Jacobi (EPF Zurich, D-USYS), Anna Bellosi (étudiante en master, EPF Zurich, D-USYS), Dr Maurice Tschopp (Centre for Development and Environment [CDE], Université de Berne), le Centre interdisciplinaire de recherche sur le genre (IZFG) de l'Université de Berne ainsi que le NADEL de l'EPF Zurich.

Édition

Alliance Sufosec, septembre 2026
kommunikation@sufosec.ch

Conception et rédaction des textes

Christian Heuss, Die WissensWandler, Bâle

Étude auprès des ménages et mesure d'impact

Melanie Brantschen, Thomas Gass et Lukas Reinhard, Sufosec AMEL Unit

Suivi rédactionnel

Ira Amin, Romana Büchel, Sandrine Cottier, Vincent Hug, Fabienne Jacomet, Ralf Kaminski, Sabine Maier, Maggie Pfister, Raymond Rohner, Kaspar Schatzmann, Nicole Stolz

Mise en page

Studio HE, Bâle

Relecture et traduction

Franziska Landolt, 1-2-fehlerfrei ; Jean-François Cuennet (français) ; Gemma Brown (anglais)

Recours à des outils d'intelligence artificielle

Des outils fondés sur l'intelligence artificielle ont été utilisés pour la recherche documentaire, la rédaction, la traduction et la préparation des données. La responsabilité de tous les contenus incombe à l'éditrice ; les citations et les photographies proviennent d'entretiens et de prises de vue sur le terrain.

Image de couverture

La paysanne et entrepreneuse Agnes Esinyen supervise la banque de semences de Kalemnyang, dans le Turkana, au nord du Kenya. Photo : Christian Heuss, SWISSAID, février 2026

Licence

Le texte et les graphiques de ce rapport sont placés sous licence Creative Commons Attribution, pas d'utilisation commerciale 4.0 International (CC BY-NC 4.0). Les photographies en sont exclues, les droits appartiennent aux auteur·rices indiqués·es dans les crédits photographiques.

Citation

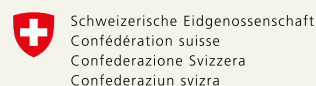
Alliance Sufosec (2026) : L'agroécologie commence chez les paysannes. Rapport mondial sur l'alimentation 2026. Berne. <https://doi.org/10.5281/zenodo.22092179>

DOI 10.5281/zenodo.22092179. Chaque version linguistique porte son propre DOI : allemand 10.5281/zenodo.22092021, français 10.5281/zenodo.22092179, anglais 10.5281/zenodo.22092181.

Contact

Alliance Sufosec
Lorystrasse 6a
c/o SWISSAID
3008 Berne, Suisse
www.sufosec.ch

Toutes les organisations de l'alliance sont certifiées par la Zewo.



Direction du développement
et de la coopération DDC

SOMMAIRE

4	Avant-propos Coprésidence de l'Alliance Sufosec
5	Mot de bienvenue Direction du développement et de la coopération
6	Les femmes dans l'agriculture : la force invisible contre la faim
12	Étude Sufosec auprès des ménages 2025 : Diversité dans les champs, force dans la communauté
24	Le Kenya en point de mire : Mes semences, ma nourriture, mon avenir
32	« L'agroécologie transforme des vies » : Experte en agroécologie Stellamaris Mulaeh
36	Alliance Sufosec : Ce que les six accomplissent ensemble Action de Carême SWISSAID Vétérinaires Sans Frontières Suisse Vivamos Aqua Alimentaria Skat Foundation
45	Références

AVANT-PROPOS



Flurina Derungs
Coprésidente de
l'Alliance Sufosec



Markus Brun
Coprésident de
l'Alliance Sufosec

En 2025, environ 645 millions de personnes souffraient de la faim. 2,69 milliards, soit près d'une personne sur trois, n'ont pas les moyens de s'alimenter sainement. C'est un scandale sur le plan moral. Et cela porte atteinte à un droit reconnu : le droit à une alimentation adéquate, inscrit à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel la Suisse a adhéré en 1992. Les États qui ne prennent pas les mesures nécessaires pour garantir au moins la protection contre la faim enfreignent le droit international.

Les conflits, la crise climatique et l'incertitude économique accentuent la pression sur les systèmes alimentaires. La question de savoir ce qui est efficace à long terme et comment faire respecter ce droit devient donc d'autant plus urgente. C'est précisément là qu'intervient le Rapport mondial sur l'alimentation 2026 de l'Alliance Sufosec, troisième rapport de cette série.

La Suisse a un devoir à remplir. S'appuyant sur le mandat constitutionnel en matière de politique étrangère, la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales a pour objectif de soutenir « les efforts des pays en développement en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs populations ». Il s'agit notamment de promouvoir « l'amélioration alimentaire, en particulier par les cultures vivrières destinées à la consommation locale ».

En collaboration avec ses organisations partenaires, l'Alliance Sufosec œuvre dans 28 pays du Sud global pour une alimentation durable et contre la faim, avec le soutien financier de la Confédération. Le Rapport mondial sur l'alimentation de l'Alliance Sufosec allie l'expérience de terrain aux connaissances scientifiques. Une enquête menée auprès de ménages paysans montre l'impact des approches agroécologiques et les conditions nécessaires pour qu'elles apportent un changement durable. Le constat est clair : là où l'agroécologie est mise en œuvre, la faim recule. La coopération au développement porte ses fruits.

L'ONU a proclamé 2026 « Année internationale des agricultrices ». Cette initiative met en lumière le rôle central des femmes dans les systèmes alimentaires. Notre rapport montre dans quels domaines les approches agroécologiques réduisent les inégalités et dans quels autres elles alourdissent la charge de travail des femmes, tant que les stéréotypes de genre et les rapports de force restent inchangés.

Les tensions géopolitiques et les coupes dans les aides publiques au développement aggravent la situation. C'est précisément pour cette raison qu'il est nécessaire de démontrer que les efforts communs font bouger les choses. Le Rapport mondial sur l'alimentation 2026 en apporte la preuve : la coopération avec nos organisations partenaires rend les systèmes alimentaires plus résilients et l'alimentation plus sûre.

MOT DE BIENVENUE



Christian Frutiger

Ambassadeur, vice-directeur, chef de la division
Coopération thématique Direction du
développement et de la coopération DDC

Le présent rapport est porteur de nouvelles encourageantes : les enquêtes de l'Alliance Sufosec sur l'insécurité alimentaire reflètent une évolution mondiale qui tend, pour la première fois en près de dix ans, vers un léger recul de la faim. Cette évolution est le fruit des efforts louables de nombreux acteurs – notamment d'initiatives soutenues par la DDC telles que l'Alliance Sufosec – visant à renforcer les systèmes alimentaires grâce à une production agroécologique résiliente face aux effets du changement climatique et à des chaînes de valeur intégrant des aliments nutritifs.

Toutefois, la faim reste à un niveau supérieur à celui observé avant la pandémie de COVID-19 et d'importantes inégalités persistent. L'Afrique concentre le plus grand nombre de personnes souffrant de la faim. Au niveau mondial, les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée et, sur la planète, près d'un tiers de la population n'est pas en mesure de s'alimenter sainement. Une alimentation qui prévient la faim ne protège pas nécessairement contre l'anémie, le retard de croissance chez l'enfant, l'obésité, le diabète et d'autres formes de malnutrition. L'enjeu ne réside plus seulement dans l'accès à une quantité suffisante de nourriture, mais dans l'accès à une alimentation nutritive. Trop souvent, les calories sont disponibles en quantité suffisante mais il reste onéreux de bien se nourrir.

Pour pérenniser les progrès, nous devons rendre l'alimentation saine plus abordable grâce à des investissements publics et privés dans l'innovation agricole, la transformation, le stockage, le transport et la réduction des pertes alimentaires. Ces efforts nécessitent des données probantes solides et des normes mondiales communes telles que l'indicateur de diversité alimentaire minimale, nouvelle mesure des ODD adoptée en 2025 sur la base d'une proposition émanant d'une coalition menée par la Suisse.

Ensemble, nous devons veiller à ce qu'une alimentation saine ne soit pas un privilège, mais une réalité pour toutes.

LES FEMMES DANS L'AGRICULTURE



Compost à base de bouse de vache, de déchets organiques et de paillis :
trois paysannes à Andina, près d'Ambositra, Madagascar.

LA FORCE INVISIBLE CONTRE LA FAIM

Contexte et perspectives

L'ONU a proclamé 2026 « Année internationale des agricultrices » (1). Elle met ainsi en avant des millions de femmes dont la contribution à l'alimentation mondiale reste encore aujourd'hui sous-estimée. Dans de nombreuses régions rurales, ce sont les femmes qui cultivent, transforment et préparent une grande partie de la nourriture. Parmi les femmes qui travaillent dans l'agriculture à l'échelle mondiale, 49 % sont déclarées comme aides familiales, généralement non rémunérées et sans prestations sociales. Chez les hommes, ce chiffre n'est que de 17 % (2). À cela s'ajoutent des obstacles et une exclusion : un accès très limité à la terre, aux conseils et aux crédits.

C'est précisément là qu'intervient l'agroécologie. L'Alliance Sufosec et ses organisations partenaires misent sur une agriculture qui travaille avec la nature, au lieu de la combattre à coups d'engrais chimiques et de pesticides. Ce faisant, elle prend également en compte les aspects sociaux et culturels, notamment la question de savoir qui décide de l'utilisation des terres, des semences et des récoltes. L'Alliance estime que cela représente une opportunité pour les femmes, car cette approche repose sur leurs savoirs et leur travail. Les recherches menées ces dernières années confirment cette analyse, mais laissent deux questions en suspens : l'agroécologie alourdit-elle la charge déjà importante du travail familial non rémunéré ? Et les projets qui promeuvent l'agroécologie s'attaquent-ils réellement aux sources mêmes des inégalités : les droits fonciers, les rôles attribués à chacun et la question de savoir qui prend les décisions ? L'Alliance Sufosec est convaincue que l'agroécologie apporte également une réponse à ces questions.

Connaissances, semences et alimentation

L'agroécologie est plus qu'une simple méthode de culture. Elle allie les principes écologiques au savoir empirique des paysan·nes, à l'organisation sociale, au



Gardiennes des semences

Choisir, échanger, transmettre : les semences locales ne coûtent rien et sont immédiatement disponibles.



Détentrices de savoirs

Quelles variétés résistent à une année de sécheresse, comment un sol reste fertile.

Actrices clés de l'alimentation des ménages

Lorsque les femmes participent aux décisions, on constate une augmentation mesurable de la diversité des plats servis à table.





Deux femmes du groupe Nahavonmon préparent de l'engrais liquide, Guiembé, Côte d'Ivoire.

contexte culturel, à l'autonomisation économique et à la question de savoir qui a son mot à dire et peut donc participer aux décisions au sein d'un système alimentaire. Ainsi comprise, elle constitue un instrument efficace pour concrétiser le droit à l'alimentation. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) résume cette approche en dix éléments : des fondements écologiques aux valeurs sociales, en passant par une gouvernance responsable et une économie solidaire (3). Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU complète expressément cette approche par treize principes portant sur le tissu social, les relations équitables et la participation aux décisions concernant la terre et les ressources (4).

Dans la pratique, les femmes occupent trois rôles primordiaux :

Les femmes, détentrices de savoirs

Dans le Sud global, ce sont surtout les femmes qui savent quelles variétés résistent à une année de sécheresse, comment préserver la fertilité des sols et quelles plantes s'associent bien dans les champs. Elles savent quels aliments rassasient leurs enfants plus longtemps et quelles plantes peuvent également être utilisées pour soigner les malades. Ce savoir se transmet au travail, de génération en génération, et s'adapte en permanence aux nouvelles conditions. Une étude menée en Afrique du Sud montre comment

les pratiques culturelles ancestrales renforcent l'auto-détermination des femmes dans l'agriculture (5) ; les recherches sur le genre et l'agriculture confirment ce constat à l'échelle mondiale (6). Pour l'Alliance Sufosec, ce savoir empirique adapté au contexte local a donc autant de valeur que les connaissances scientifiques. S'il est ignoré, l'agroécologie perd son fondement pratique.

Les femmes, gardiennes des semences

En de nombreux endroits, les femmes entretiennent leurs propres réseaux semenciers : elles sélectionnent, échangent, transmettent. Les semences locales peuvent renforcer la sécurité alimentaire. Elles sont souvent bien mieux adaptées aux sols et au climat locaux, ne doivent pas être rachetées chaque année et peuvent aider les communautés à se remettre plus rapidement d'une sécheresse ou d'un exode. Elles permettent ainsi aux familles de résister aux crises à court terme et, à plus long terme, de ne plus dépendre des semences et des engrais achetés. La souveraineté semencière désigne précisément ce droit et cette capacité à cultiver, échanger et perfectionner ses propres semences. Un exemple connu et bien documenté est le mouvement ouest-africain « Nous Sommes la Solution », fondé en 2011 à Dakar. Il s'agit d'un regroupement d'organisations de femmes rurales issues de plusieurs pays de la région, qui concentre aujourd'hui ses activités au Sénégal. Des collectifs de femmes y redynamisent les systèmes semenciers locaux et les traditions agroécologiques, renforçant ainsi leur position au sein des communautés (7, 8, 9). L'Alliance Sufosec travaille elle aussi avec des collectifs de femmes et des groupes de solidarité ; dans le cadre de sa coopération internationale, elle s'attache à renforcer de manière ciblée les organisations locales en tant que partenaires à part entière et à valoriser leurs savoirs sur un pied d'égalité. Elle a consigné cette approche dans un engagement spécifique (10).

Les femmes, figures clés de l'alimentation des ménages

C'est sur l'influence de l'agroécologie sur la diversité alimentaire, c'est-à-dire sur le nombre d'aliments différents qu'une famille consomme quotidiennement, que les données sont les plus solides. Lorsque les femmes cultivent un jardin potager ou exploitent leur propre lopin de terre, souvent en y élevant du petit bétail, l'alimentation de la famille est nettement plus variée (11). Cet effet s'amplifie lorsque les femmes

participent en outre aux décisions concernant ce qui est cultivé et ce qu'il advient de la récolte : ce que la famille consomme elle-même, ce qui est vendu et à quoi sert l'argent ainsi obtenu. Deux exemples : dans le sud-est du Nigeria, les ménages qui pratiquent l'agriculture agroécologique ont une alimentation plus variée et souffrent moins souvent de la faim (12). Dans l'État d'Odisha, dans l'est de l'Inde, les jardins potagers améliorent la diversité alimentaire des femmes âgées de 15 à 49 ans (13).

La question de l'impact des pratiques agroécologiques sur les rendements et la productivité, ainsi que celle de leur applicabilité à grande échelle, reste controversée : le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU constate que les données à ce sujet sont lacunaires et varient d'une région à l'autre (4). Lorsque l'on renonce aux engrais chimiques, aux pesticides ou aux semences à haut rendement, les rendements peuvent certes baisser à court terme. Avec le temps, cependant, ils se stabilisent à nouveau : les sols deviennent plus fertiles et les cultures plus diversifiées, et, si une culture fait défaut, les autres continuent de fournir un rendement. Pour l'Alliance Sufosec, il est essentiel que l'impact sur l'alimentation ne dépende pas de la quantité d'un seul produit agricole, mais de la diversité de la production et de la mesure dans laquelle les femmes participent aux décisions à ce sujet.

Le paradoxe de la surcharge de travail

L'agroécologie ne se limite pas au travail dans les champs. L'organisation sociale, la mise en réseau et la participation font également partie intégrante de cette approche (3, 4). L'étude auprès des ménages présentée dans le chapitre suivant montre l'importance de la dimension sociale pour la sécurité alimentaire. Sur le terrain, l'agroécologie est toutefois une activité à forte intensité de main-d'œuvre. Cela tient moins aux méthodes qu'au manque d'outils : il n'existe pratiquement pas de matériel adapté aux pratiques agroécologiques, car la recherche et les investissements sont encore aujourd'hui principalement consacrés à l'agriculture industrielle (54). L'agroécologie remplace donc les intrants achetés par le savoir-faire et, par la force des choses, par le travail manuel : préparer du compost, associer plusieurs cultures dans un même champ, pailler le sol avec des résidus végétaux, entretenir les haies et les arbres. Ce travail incombe de manière disproportionnée aux femmes, qui, dans de nom-

breuses régions rurales, assument déjà aujourd'hui la majeure partie du travail familial non rémunéré aux champs et au sein de la famille : s'occuper des enfants, des personnes âgées et des malades, aller chercher de l'eau et du bois de chauffage, faire la cuisine (14, 15). Les exploitations dirigées par des femmes sont moins bien équipées : dans une étude portant sur six pays et analysée dans le rapport de la FAO, elles utilisaient moins de machines que les exploitations dirigées par des hommes dans cinq de ces pays (2).

C'est là que réside une contradiction : la même pratique qui profite aux femmes peut également leur imposer une charge supplémentaire. D'une part, on observe une meilleure alimentation et un rôle plus important au sein de la communauté ; d'autre part, davantage de travail et moins de temps libre. L'ampleur de cette surcharge de travail ne dépend pas seulement des pratiques elles-mêmes, mais aussi de la manière dont les programmes sont conçus. Il est essentiel que trois éléments soient pris en compte dès le départ : une répartition plus équitable des tâches familiales, des outils et des méthodes permettant d'économiser du travail, ainsi que des discussions entre femmes et hommes sur leurs rôles traditionnels.

De la prise en compte à l'égalité de genre

L'Alliance Sufosec et ses organisations partenaires en sont convaincues : le succès de l'agroécologie dépend également de l'évolution des rôles des femmes et des hommes. L'Alliance poursuit donc l'objectif de l'égalité de genre et mise pour cela sur une approche transformatrice de genre. Celle-ci doit non seulement tenir compte des différences de conditions de vie, mais aus-

si modifier les rapports de force inégaux et les stéréotypes sociaux (16). Pour cela, il faut impliquer à parts égales les femmes et les hommes.

On peut aujourd'hui vérifier que cela va au-delà d'une simple déclaration d'intention : la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) ont mis au point des indicateurs communs. Ils permettent de déterminer si les femmes ont effectivement davantage de pouvoir de décision et si les rapports de force et les règles sociales évoluent (17).

Certaines spécialistes critiquent le fait que, dans la recherche et les programmes de coopération au développement agricole, les femmes apparaissent souvent avant tout comme un moyen pour parvenir à une fin : un levier pour une meilleure alimentation ou une meilleure protection de l'environnement, plutôt que comme des titulaires de droits à part entière (18). Pour l'Alliance Sufosec, l'égalité de genre est à la fois un objectif et une condition préalable. Elle renforce les droits des femmes, prend en compte la diversité de leurs réalités de vie, de leurs stratégies et de leurs atouts, et implique les hommes en tant que partenaires indispensables dans ce processus de transformation.

Le projet Guéra au Tchad illustre bien comment cette approche peut se concrétiser. Lorsque les femmes de cette région ont acquis leur autonomie économique, cela a suscité des craintes chez les hommes : ils ont vu leur rôle de chef de famille menacé. Le risque de violence sexiste a augmenté. Le projet s'est alors adressé spécifiquement aux hommes et leur a clairement expliqué que l'autonomisation économique



« Nous avons appris à fabriquer des produits phytosanitaires naturels et du compost bokashi, un engrais fermenté à base de matières organiques. Les familles de notre commune m'ont choisie pour les représenter lors des formations. Je leur transmets ensuite ce que j'y apprend. »

Edelmira Vásquez, paysanne et conseillère en agroécologie (Honduras)

des femmes rendait l'ensemble du foyer plus résilient face aux crises (19). Ce constat, issu du processus d'apprentissage mené de 2021 à 2024, repose sur des entretiens et des observations réalisés dans le cadre d'un seul projet. L'Alliance estime toutefois que ces conclusions sont transposables et recommande d'impliquer les hommes et de remettre en question de manière critique les stéréotypes de genre bien ancrés. En effet, les stéréotypes qui se sont développés au fil des générations ne disparaissent pas en l'espace d'un projet ; ils s'avèrent particulièrement tenaces dans les structures traditionnelles dominées par les hommes.

Contrastes régionaux

La recherche et les exemples concrets mettent en évidence des priorités régionales variées. Ils ne permettent pas de tirer des conclusions définitives sur des continents entiers, mais ils mettent en lumière les conditions dans lesquelles l'agroécologie renforce les femmes ou leur impose un fardeau supplémentaire.

Dans certaines régions d'**Amérique latine**, l'interaction entre l'agroécologie et les mouvements de femmes a donné naissance à une approche autonome et respectueuse de l'égalité de genre. Le travail familial non rémunéré est ouvertement abordé et redistribué, et les hommes sont considérés comme des alliés (20–22). C'est ce que recouvre le concept de « re-existencia ». Il ne s'agit pas seulement de la sécurité alimentaire, mais aussi de l'autodétermination des femmes.

Dans plusieurs **pays africains**, les femmes sont fortement organisées à la base, tandis que leur influence sur la politique nationale reste limitée. Les collectifs de femmes font avancer les innovations agroécologiques et préservent les semences locales (7, 12), tandis que les gouvernements commencent tout juste à ancrer l'agroécologie dans la législation et les programmes (23, 24). Le Kenya fait figure d'exception : en 2024, le pays a adopté la Stratégie nationale d'agroécologie pour la transformation du système alimentaire 2024–2033, l'une des rares stratégies nationales d'agroécologie du continent (25).

Des études menées en **Asie du Sud** mettent particulièrement en évidence le risque de surcharge de travail. Les femmes jouent un rôle central en tant que gardiennes des semences et responsables du jardin potager familial (13), mais elles portent un fardeau particulièrement lourd. À cela s'ajoute le fait que ce n'est pas seulement le genre qui détermine les chances, mais aussi l'origine sociale et ethnique, comme en Inde par



Mumias, comté de Kakamega, Kenya

exemple l'appartenance à une caste. Les véritables bénéficiaires des programmes agroécologiques dépendent donc de la capacité de ces derniers à atteindre les femmes les plus pauvres et les plus défavorisées.

L'agroécologie respectueuse de l'égalité de genre ne peut pas être transposée d'une région à l'autre sous la forme d'un modèle unique. Le défi se présente différemment partout : en Amérique latine, il s'agit de consolider et d'étendre les acquis ; en Afrique, d'intégrer les pratiques dans les politiques nationales ; en Asie, d'alléger de manière ciblée la charge qui pèse sur les femmes. De manière générale, l'objectif commun à tous les contextes est d'atteindre les femmes victimes de discriminations multiples, c'est-à-dire celles qui sont simultanément défavorisées en raison de leur genre, de leur pauvreté, de leur origine ethnique ou de leur appartenance à une caste.

Les femmes assument une grande partie de la transformation agroécologique. Cependant, ce n'est pas uniquement dans les champs que se décide si cette transformation leur sera également profitable. Ce qui est déterminant, c'est de savoir si les femmes peuvent disposer de la terre, du travail, des revenus et des récoltes. L'agroécologie ne déploie pleinement ses effets que lorsqu'elle modifie non seulement les méthodes de culture, mais aussi les rapports de force.

SUFOSEC ÉTUDE AUPRÈS DES MÉNAGES 2025



Une paysanne épand du compost sur ses plates-bandes,
Fodonition, Côte d'Ivoire.

DIVERSITÉ DANS LES CHAMPS, FORCE DANS LA COMMUNAUTÉ

Paysannes des hauts plateaux kényans, gardiennes des semences au Niger, agropastoralistes de la Corne de l’Afrique, paysannes au sein de réseaux de culture auto-organisés en Inde, gardiennes des hauts-marais colombiens du páramo. Toutes vivent dans l’incertitude permanente de savoir si elles auront assez à manger. En sont responsables des systèmes alimentaires qui maintiennent les familles paysannes dans la dépendance, des structures commerciales qui font baisser les prix à la production, ainsi que la crise climatique avec ses sécheresses et ses inondations.

C’est là qu’interviennent les organisations partenaires de l’Alliance Sufosec. Ancrées dans leur région, elles travaillent actuellement dans 28 pays sur trois continents pour renforcer, avec les paysan·nes, les systèmes alimentaires locaux au moyen de méthodes agroécologiques. Elles contribuent à réduire les dépendances : les paysan·nes multiplient les semences paysannes et produisent sur place engrais et produits phytosanitaires. Elles accompagnent aussi les coopératives paysannes et les groupes de solidarité de femmes, où les paysannes s’associent, partagent leurs savoirs, s’accordent mutuellement des crédits et accèdent au marché local.

Depuis 2021, l’Alliance mesure, par l’intermédiaire de ses organisations partenaires, l’évolution de la sécurité alimentaire dans ses projets. L’enquête est menée

chaque année à l’aide des mêmes outils clés, à la fin de la saison sèche, lorsque les réserves sont les plus faibles. Des mesures répétées sont ainsi disponibles pour 16 projets. Elles montrent un recul significatif de l’insécurité alimentaire. Les raisons de cette évolution et les raisons pour lesquelles elle ne se produit pas partout font l’objet de ce chapitre.

La faim reste une réalité, mais elle recule

La situation alimentaire d’une famille est mesurée à l’aide de la « Food Insecurity Experience Scale » (FIES). Huit questions permettent de savoir si un ménage a manqué d’argent ou de réserves pour se nourrir suffisamment au cours de l’année écoulée. Une insécurité alimentaire modérée signifie qu’un ménage a dû sauter des repas ou manger de façon moins variée (26). Une insécurité alimentaire grave signifie que des journées entières se sont passées sans manger.

Les résultats de l’enquête auprès des ménages de l’Alliance Sufosec montrent que l’insécurité alimentaire reste très répandue en 2025. Dans la médiane des 39 régions de projet, 44 % des ménages interrogés sont touchés par une insécurité alimentaire modérée ou grave, et 6 % par une insécurité alimentaire grave. Si l’on transpose ces chiffres à un village de cent familles, 44 familles n’ont pas eu assez à manger l’an-

Étude auprès des ménages 2021–2025

	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de pays étudiés	17	17	15	14	16
Nombre de régions de projet	42	38	37	30	39
Nombre de ménages interrogés	14 556	10 733	9 908	8 639	12 366
Ménages en situation d’insécurité alimentaire modérée ou grave en % (médiane)	72 %	65 %	57 %	54 %	44 %
Ménages en situation d’insécurité alimentaire grave en % (médiane)	24 %	15 %	14 %	7 %	6 %

Tableau 1 : Chiffres clés de l’étude auprès des ménages Sufosec de 2021 à 2025. Les valeurs se rapportent à toutes les régions de projet pour l’année concernée.

née dernière, et six de ces 44 familles ont connu des jours sans rien manger du tout. L'enquête a porté sur 12 366 ménages dans 16 pays, sélectionnés comme échantillon parmi les quelque 74 000 ménages accompagnés par les organisations partenaires de l'alliance. L'enquête n'est pas menée dans tous les pays de programme de l'alliance, mais là où les organisations partenaires peuvent la réaliser chaque année.

Comme auparavant, l'Alliance travaille en grande partie dans des contextes fragiles d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, marqués par des conflits et une instabilité politique. Les régions de projet ne sont donc pas les seules dans cette situation : le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2026 recense, pour l'année 2025, 266 millions de personnes dans 47 pays et territoires à travers le monde touchées par une insécurité alimentaire aiguë élevée. Cela représente 22,9 % de la population analysée (40).

Cinq ans, 16 projets comparés

Depuis 2021, la situation alimentaire s'est nettement améliorée dans de nombreux projets accompagnés. Si l'on compare chaque projet à sa propre situation de départ, l'insécurité alimentaire modérée et grave a reculé en moyenne de 20,5 points de pourcentage, passant de 61 % à 41 %. L'insécurité alimentaire grave est passée de 22 % à 11 %. La fourchette est large et va d'un recul de 55 points de pourcentage au Niger (Fabidji) à de légères hausses dans trois projets. La comparaison dans le temps porte sur 16 projets, dans lesquels le FIES a été relevé en 2025 et au moins deux fois depuis 2021, chaque fois à la fin de la saison sèche. La première mesure se situe, selon le projet, entre 2021 et 2024.

Le déroulement de certains projets montre à quel point les progrès peuvent être significatifs. Dans les régions de projet kenyanes de Nyahururu et Macha-

Évolution de l'insécurité alimentaire modérée et grave, en 2025 par rapport à la première année d'enquête

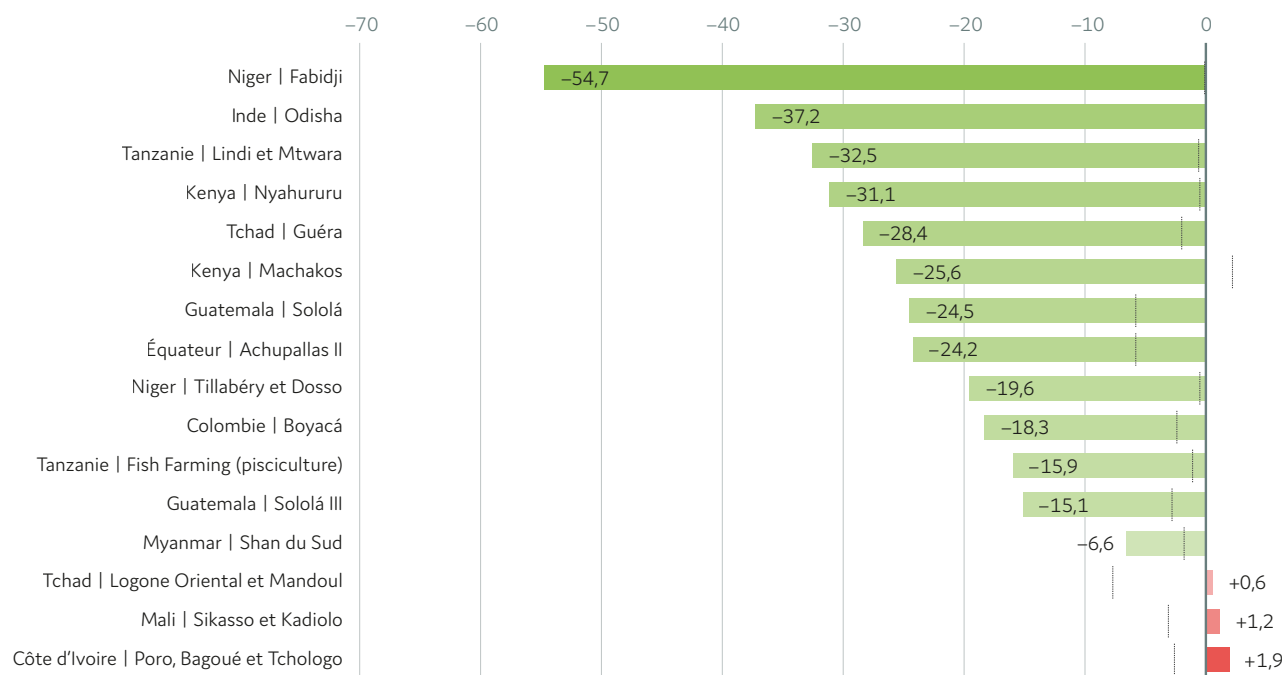


Figure 1 : Évolution de l'insécurité alimentaire modérée et grave dans les 16 projets ayant fait l'objet de mesures FIES répétées, première mesure effectuée avant 2025, en points de pourcentage de la proportion des ménages interrogés. Dans 13 des 16 projets, l'insécurité alimentaire a reculé, en moyenne de 20,5 points de pourcentage. La ligne verticale indique, à titre de comparaison, l'ampleur de l'évolution de la valeur de référence nationale de la FAO au cours de la même période, moyenne sur trois ans pour l'ensemble de la population du pays concerné (42) ; la FAO ne fournit pas de données pour l'Inde.

Rendre l'impact visible : principales conclusions de l'étude Sufosec auprès des ménages



Le changement est mesurable

L'indice FIES a fait l'objet d'une enquête à plusieurs reprises dans le cadre de 16 projets. Si l'on compare chaque projet à sa situation initiale, l'insécurité alimentaire a diminué en moyenne de plus de 20 points de pourcentage. Alors que lors de la première mesure, six ménages sur dix ne disposaient pas d'une alimentation suffisamment sûre, ils ne sont plus aujourd'hui que quatre. Si, à l'époque, un peu plus d'un ménage sur cinq souffrait encore de faim aiguë, ce chiffre est aujourd'hui d'environ un sur dix.



L'agroécologie est efficace lorsque de nombreuses pratiques sont combinées

Plus un ménage recourt à des pratiques agroécologiques, moins il est touché par l'insécurité alimentaire. L'enquête de 2025 révèle désormais que la dimension sociale contribue autant à la sécurité alimentaire que la diversité des cultures.



Mesuré pour la première fois

Dans la médiane des 40 régions de projet, 69 % des femmes interrogées atteignent le seuil minimal de diversité alimentaire. Cette valeur sert de point de départ pour de futures comparaisons.



La faim reste une réalité

Dans une région de projet typique, en 2025, un peu plus de quatre ménages paysans sur dix sont touchés par l'insécurité alimentaire ; 6 % de l'ensemble des ménages connaissent même des jours où ils ne mangent absolument rien (médiane sur 39 régions).



La diversité et la communauté se renforcent mutuellement

La différence est particulièrement marquée lorsque les ménages combinent ces deux approches : cultiver de manière diversifiée et s'organiser en groupes. Là où ni l'une ni l'autre de ces pratiques n'est mise en œuvre, environ 55 % des ménages sont touchés par l'insécurité alimentaire ; là où les deux sont combinées, ce chiffre tombe à 41 %, soit environ 14 points de pourcentage de moins.



« Ma plus jeune fille souffrait d'anémie. Dans le cadre du projet, j'ai appris que des plantes comme l'hibiscus rosella aident à lutter contre ce problème. Depuis que j'ai mon propre potager, il me reste en outre plus d'argent, car je n'ai presque plus besoin d'acheter quoi que ce soit au marché. »

Carolyn Wamalwa, paysanne (Kenya)

kos, la proportion de ménages touchés diminue régulièrement sur quatre ans, tandis que les valeurs de référence nationales de la FAO pour le Kenya augmentent légèrement sur la même période. Les valeurs nationales de la FAO fondées sur le FIES servent de référence ; elles indiquent, en moyenne triennale, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans l'ensemble de la population (42). Dans le projet tanzanien mené dans les régions méridionales de Lindi et Mtwara, l'insécurité alimentaire modérée et grave a fortement reculé jusqu'en 2025, passant de 48 % à 16 %. La référence nationale reste pratiquement inchangée, autour de 57 à 58 %.

Il existe cependant aussi des évolutions inverses. Au Tchad (Logone, Mandoul), l'insécurité alimentaire augmente de 0,6 point de pourcentage, au Mali (Sikasso) de 1,2 et en Côte d'Ivoire (Poro, Bagoué, Tchologo) de 1,9 (figure 1). Dans la région étudiée au Tchad, l'insécurité alimentaire est systématiquement supérieure à la moyenne nationale. Les projets de l'Alliance Sufosec sont menés dans ces pays dans des conditions particulièrement précaires. Il est prouvé, au niveau communal pour le Tchad, que les conflits ainsi que l'accès saisonnier à la terre et à l'eau comptent parmi les principaux facteurs d'insécurité alimentaire (52). Des constats comparables existent dans d'autres contextes de crise (29). Dans la majorité des projets (13 sur 16), la sécurité alimentaire s'améliore nettement.

Comment l'Alliance effectue ses mesures et comment interpréter les chiffres

FIES (Food Insecurity Experience Scale) : huit questions validées par la FAO par foyer concernant l'accès à la nourriture, posées par des personnes recrutées localement (26).

Score d'agroécologie : 22 pratiques issues de cinq dimensions, de la rotation des cultures à la coopération au sein du village, sur le modèle de l'outil TAPE de la FAO (41). Chaque pratique rapporte 2 ou 3 points, selon l'ampleur des changements qu'elle apporte au système de culture. Le maximum est de 60 points (51). Est considéré comme ayant une pratique agroécologique diversifiée tout ménage qui applique des pratiques relevant d'au moins quatre des cinq dimensions et atteint au moins 30 points.

MDD-W (Minimum Dietary Diversity for Women) : à partir de cinq groupes alimentaires sur dix consommés en 24 heures, l'alimentation d'une femme atteint le seuil minimal de diversité. Cet indicateur mesure la diversité, et non les quantités. La classification des aliments locaux par groupe est définie pour chaque pays étudié (27, 28).

Rapport de cotes : les pourcentages issus du modèle statistique sont des rapports de cotes, et non des proportions. L'insécurité alimentaire étant fréquente, ces chiffres s'avèrent plus élevés que la différence entre les proportions. Le texte parle donc de cotes, et non de risque.

Pratiques agroécologiques et insécurité alimentaire dans trois projets (enquête de 2025)

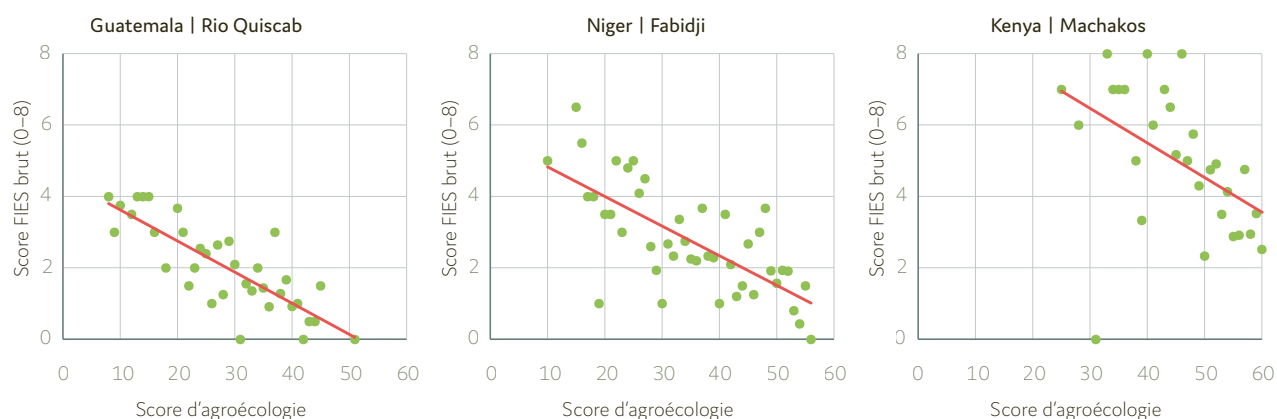


Figure 2 : Plus le score d'agroécologie d'un ménage est élevé (22 pratiques, 60 points au maximum), plus son indice FIES brut est faible (échelle de 0 à 8) : Guatemala (Rio Quiscab), Niger (Fabidji) et Kenya (Machakos). Une valeur brute plus faible indique une plus grande sécurité alimentaire. Ces trois projets sont représentatifs de ceux pour lesquels le lien est statistiquement avéré. Chaque point représente la valeur brute FIES moyenne de tous les ménages ayant ce score, la ligne rouge indiquant la tendance linéaire. Enquête de 2025 ; données au niveau des ménages : www.sufosec.ch/fr/eb2026.

Pourquoi tout est question de combinaison

L'agroécologie est l'approche commune de tous les projets examinés ici. Elle oriente l'agriculture sur les cycles naturels locaux : de la diversité dans les champs plutôt que quelques cultures, des sols sains plutôt que des intrants achetés, le savoir paysan et la coopération plutôt que la dépendance à l'égard de fournisseurs externes. L'agroécologie n'est donc pas une recette figée, mais une combinaison de pratiques que chaque ménage agence à sa manière. L'enquête auprès des ménages mesure le chemin parcouru par un ménage avec le score d'agroécologie, qui regroupe 22 pratiques individuelles (voir encadré p. 16).

Ce qui est déterminant pour la sécurité alimentaire, ce ne sont pas les pratiques prises isolément, mais la manière dont elles se combinent. L'alliance n'évalue donc pas les pratiques séparément, mais les classe en cinq dimensions. L'enquête en relève quatre depuis 2021 : **la biodiversité** (rotation des cultures, diversité des cultures et des animaux, agroforesterie), **la santé des sols** (notamment les cultures associées), **la réduction des intrants agricoles** (abandon des engrais et produits phytosanitaires de synthèse ou leur remplacement par des solutions organiques, semences locales plutôt qu'hybrides) et **l'intégration des cultures et de l'élevage**. S'y ajoute désormais **la dimension sociale de l'agroécologie**. Elle comprend notamment

l'échange de savoirs entre paysan·nes, l'achat groupé d'engrais et de semences, les travaux réalisés en commun aux champs ou les microcrédits accordés par les groupes de solidarité.

Ces cinq dimensions rassemblent ce que la FAO décrit en dix éléments et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU en treize principes : la diversité écologique, un recours réduit aux intrants externes et l'auto-organisation paysanne agissent de concert (3, 4, 30, 31).

Trois pratiques que presque tout le monde applique

Parmi les 22 pratiques recensées systématiquement, trois affichent les taux d'application les plus élevés : la rotation des cultures (82 %), les semences adaptées aux conditions locales (81 %) et la diversification des plantes cultivées (79 %). Ces taux proviennent des 29 projets dans lesquels le score d'agroécologie a été relevé. Les trois pratiques élargissent la base de production et d'alimentation sans intrants supplémentaires et amortissent les pertes de récolte.

Au sein de ces dimensions, les différences sont importantes. En matière de réduction des intrants agricoles, l'utilisation de semences adaptées aux conditions locales est la pratique la plus courante : les ménages

« Nous cultivions certes déjà des légumes auparavant, mais ce n'est que depuis que j'ai aménagé un potager que nous récoltons toujours au moins cinq variétés différentes : plus que ce dont nous avons besoin. Nous vendons le surplus au marché. Ma participation à ces projets a complètement changé ma vie. »

Sangita Baspane, paysanne (Népal)



utilisent leurs propres semences, adaptées au site, plutôt que des variétés commerciales achetées. Dans cette même dimension, le passage partiel aux engrais et produits phytosanitaires biologiques (49 et 50 %) est nettement plus répandu que l'abandon total des produits synthétiques (26 à 37 %).

Les pratiques qui associent cultures et élevage sont appliquées par 58 % des ménages. Les pratiques de pâturage sont nettement plus rares : le pâturage contrôlé, la remise en état de surfaces de pâture dégradées et la gestion durable des pâturages se situent entre 24 et 29 %. Cela tient aussi au fait que ces pratiques ne concernent que les ménages qui détiennent du bétail et exploitent des surfaces de pâture.

En revanche, la dimension sociale, c'est-à-dire les pratiques liées à la coopération entre les ménages, est répartie de manière remarquablement homogène : les cinq pratiques sont présentes dans 46 à 66 % des ménages. Lorsque les paysan·nes rejoignent des groupes de solidarité, des connaissances sur les méthodes culturelles, les questions alimentaires et les prix du marché se développent et circulent. La confiance mutuelle s'en trouve également renforcée, et les paysan·nes abordent ensemble les questions liées à la production et aux risques.

La diversité dans les champs réduit les risques

Depuis 2021, les ménages accompagnés appliquent nettement plus de pratiques agroécologiques. En 2021, on en comptait 4,5 en moyenne par ménage, en 2025 elles sont 8,9. Si l'on y ajoute les pratiques sociales nouvellement recensées, on arrive même à 11,9 des 22 pratiques possibles en 2025. Les projets

rapportent que, lorsque des ménages se lancent dans l'agroécologie, d'autres pratiques suivent souvent rapidement. Rotation des cultures, cultures associées, semences produites dans l'exploitation et compostage se complètent. Aujourd'hui, 64 % des ménages combinent des pratiques relevant d'au moins quatre des cinq dimensions.

L'analyse statistique porte sur 8252 ménages. Pour ceux-ci, on dispose à la fois d'indications sur les pratiques agroécologiques et de valeurs FIES. **Le résultat est clair : plus un ménage applique de pratiques agroécologiques, plus le risque d'insécurité alimentaire est faible.** Chaque pratique supplémentaire fait reculer cette cote d'environ 3 % (32).

Cette tendance se confirme également dans certaines régions de projet. Au Guatemala (Rio Quiscab), au Niger (Fabidji) et au Kenya (Machakos), plus un ménage applique de pratiques agroécologiques, plus la valeur brute du FIES est faible, c'est-à-dire le nombre de questions auxquelles il répond par l'affirmative parmi les huit questions du FIES (échelle de 0 à 8, figure 2).

Pour la biodiversité également, un lien stable apparaît sur toutes les années de mesure, de 2021 à 2025 : plus un ménage applique de pratiques favorables à la biodiversité, moins il est touché par l'insécurité alimentaire. Pour chaque pratique de biodiversité supplémentaire, la cote d'insécurité alimentaire modérée ou grave est inférieure d'environ 14 %. Pour deux pratiques supplémentaires, l'écart calculé est d'environ 27 % (32).

Ces résultats confirment ainsi les conclusions de recherches déjà connues : la diversité des cultures, les rotations des cultures variées et l'agroforesterie, c'est-à-dire la culture de plantes entre les arbres et les arbustes, limitent les pertes de récoltes dues notam-

Combinaisons de dimensions agroécologiques

Combinaison des dimensions agroécologiques	Rapport de cotes	IC à 95 %	Significatif
Combinaisons de deux dimensions			
Biodiversité + dimension sociale	0,58	0,49–0,68	•
Santé des sols + dimension sociale	0,74	0,63–0,87	•
Biodiversité + santé des sols	0,75	0,62–0,92	•
Santé des sols + réduction des intrants agricoles	1,39	1,10–1,75	•
Réduction des intrants agricoles + intégration de la culture végétale et de l'élevage	1,17	1,04–1,32	•
Santé des sols + intégration de la culture végétale et de l'élevage	1,15	1,03–1,30	•
Réduction des intrants agricoles + dimension sociale	0,84	0,72–0,99	•
Biodiversité + intégration de la culture végétale et de l'élevage	1,08	0,96–1,22	
Biodiversité + réduction des intrants agricoles	0,87	0,70–1,09	
Intégration de la culture végétale et de l'élevage + dimension sociale	0,94	0,84–1,06	
Combinaisons de trois dimensions			
Biodiversité + santé des sols + dimension sociale	0,68	0,59–0,79	•
Biodiversité + réduction des intrants agricoles + dimension sociale	0,73	0,62–0,84	•
Santé des sols + réduction des intrants agricoles + intégration de la culture et de l'élevage	1,15	1,03–1,30	•
Santé des sols + réduction des intrants agricoles + dimension sociale	0,86	0,74–1,00	
Biodiversité + intégration de la culture végétale et de l'élevage + dimension sociale	0,90	0,80–1,02	
Biodiversité + réduction des intrants agricoles + intégration de la culture végétale et de l'élevage	1,09	0,97–1,23	
Biodiversité + santé des sols + intégration de la culture végétale et de l'élevage	1,08	0,96–1,21	
Réduction des intrants agricoles + intégration de la culture végétale et de l'élevage + dimension sociale	0,95	0,84–1,07	
Biodiversité + santé des sols + réduction des intrants agricoles	0,93	0,77–1,13	
Santé des sols + intégration de la culture végétale et de l'élevage + dimension sociale	0,96	0,85–1,08	

Tableau 2 : combinaisons de dimensions agroécologiques et leur lien avec une insécurité alimentaire modérée ou grave (enquête 2025, n = 8252). Les valeurs inférieures à 1 indiquent une cote plus faible, tandis que les valeurs supérieures à 1 indiquent une cote plus élevée d'être concerné. La combinaison de la biodiversité et des pratiques sociales est celle qui a l'impact le plus fort. IC = intervalle de confiance.

Répartition des groupes alimentaires consommés dans l'indicateur MDD-W (enquête 2025)

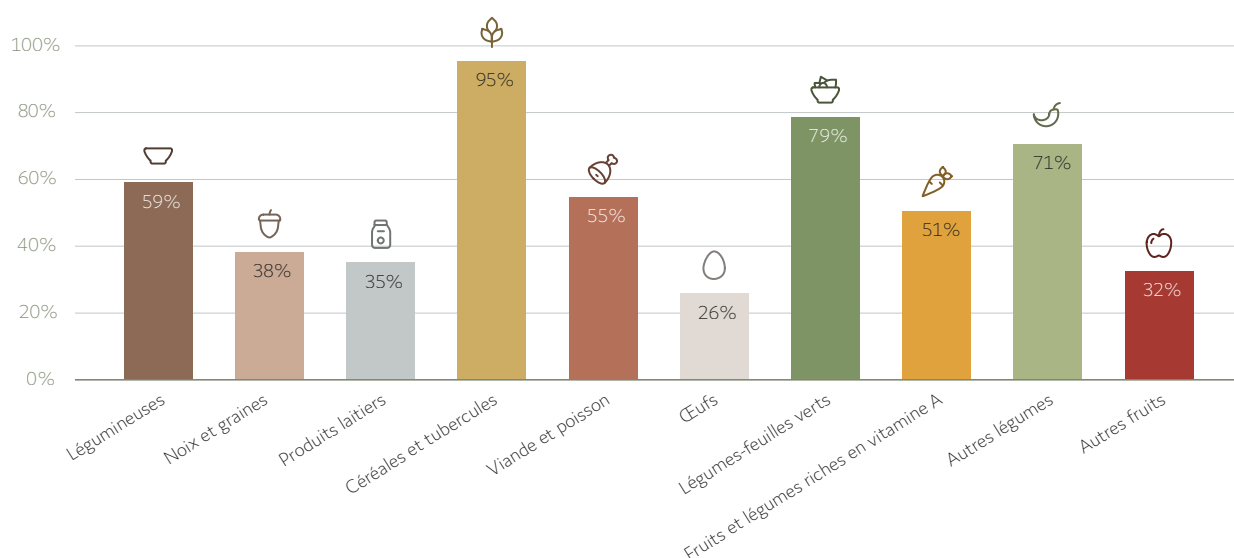


Figure 3 : Répartition des groupes alimentaires consommés selon l'indicateur MDD-W (enquête de 2025, proportion de femmes interrogées ayant consommé le groupe alimentaire concerné au cours des dernières 24 heures).

ment aux ravageurs, fournissent des micronutriments issus du potager et rendent les systèmes de culture plus résilients face aux chocs climatiques (30, 31, 33).

La communauté agit aussi fortement que la diversité

En 2025, l'enquête mesure pour la première fois la dimension sociale de l'agroécologie. Ce résultat est le principal nouvel enseignement de cette enquête : la dimension sociale à elle seule est aussi corrélée à une plus grande sécurité alimentaire. Les ménages qui s'associent à d'autres et travaillent ensemble sont moins souvent touchés par l'insécurité alimentaire. Chaque forme de coopération supplémentaire fait reculer cette cote d'environ 15 %, et celle de faim aiguë d'environ 9 % (32).

Une culture diversifiée et favorable à la biodiversité fait elle aussi une différence. Pour chaque pratique de biodiversité supplémentaire, la cote d'insécurité alimentaire recule d'environ 14 %. La manière dont les ménages coopèrent compte donc autant que ce qui pousse dans les champs. Cela souligne le caractère multidimensionnel de l'agroécologie : le savoir-faire agronomique et la pratique sociale renforcent les

systèmes alimentaires locaux. Ce constat rejoint la recherche internationale sur l'agroécologie (31, 34, 37, 39, 50) et l'expérience pratique des organisations partenaires locales de l'Alliance Sufosec.

Le lien est encore plus net chez les ménages qui associent les deux pratiques : ils cultivent de façon diversifiée et coopèrent avec leur voisinage. Sur 100 ménages qui ne s'organisent pas en groupes et ne cultivent pas non plus de manière particulièrement diversifiée, environ 55 sont touchés par l'insécurité alimentaire selon l'enquête. Sur 100 ménages qui associent les deux pratiques, ils ne sont plus que 41. Cela représente 14 ménages de moins, soit environ un quart de personnes touchées en moins. Dans un village de cent familles, cela signifie concrètement : dans 14 ménages supplémentaires, la nourriture suffit, sans qu'il ait fallu pour cela des moyens supplémentaires venus de l'extérieur.

Cet aspect pèse d'autant plus que la faim dépend aussi des prix, des conflits et de la météo, donc de facteurs sur lesquels les paysan·nes n'ont guère de prise. Dans le modèle statistique, cela correspond à un rapport de cotes de 0,58 pour 1 (odds ratio de 0,58). Aucune autre combinaison de l'enquête ne montre un écart aussi net (32).

Une explication possible réside dans le partage du savoir : l'agroécologie remplace les engrais achetés et les produits phytosanitaires de synthèse par l'échange d'expériences et de savoir-faire. Pour de nombreux·ses paysan·nes, ce savoir devient accessible par l'échange et la mise en réseau, et ce n'est qu'alors qu'il peut être appliqué concrètement. La diversité dans les champs réparti en outre le risque : si une culture est perdue à cause de ravageurs ou de la sécheresse, les autres portent la récolte.

Ces données soulèvent cependant aussi des questions. Chez les ménages qui associent des pratiques de santé des sols à une réduction des intrants agricoles, la cote d'insécurité alimentaire est, dans les données, supérieure d'environ 39 %. Des schémas semblables apparaissent pour les combinaisons avec l'élevage : environ 17 % pour réduction des intrants et élevage, environ 15 % pour santé des sols et élevage (32).

Les données disponibles ne permettent pas d'expliquer ce constat de manière définitive. L'hypothèse la plus plausible est un effet de sélection : ces combinaisons se rencontrent plus souvent chez des ménages qui travaillent déjà dans des conditions particulièrement difficiles. La phase de transition pourrait également jouer un rôle, lorsque les intrants achetés disparaissent avant que les sols et la diversité ne portent leurs fruits. Les valeurs plus élevées ne prouvent pas que ces pratiques sont nuisibles. Comme 20 combinaisons ont été examinées au total, les valeurs iso-

lées tout juste significatives sont en outre à lire avec prudence. Le constat central n'en est pas affecté : la biodiversité et la dimension sociale vont systématiquement de pair avec une plus grande sécurité alimentaire.

Sept femmes sur dix atteignent le seuil minimal

La diversité alimentaire était jusqu'ici peu documentée dans les projets de Sufosec. L'enquête 2025 demande donc pour la première fois non seulement s'il y a assez à manger dans l'assiette, mais aussi à quel point l'alimentation des femmes est variée. Cela donne une indication sur la qualité de leur alimentation.

Le MDD-W est une mesure minimale standardisée par la FAO pour la diversité alimentaire des femmes âgées de 15 à 49 ans, donc en âge de procréer (voir encadré p. 16). À l'échelle d'un groupe de population, il est considéré comme une valeur approchée de l'apport en micronutriments (27). L'étude met ainsi la malnutrition en évidence : qui se nourrit presque exclusivement de céréales absorbe assez de calories, mais trop peu de fer, de vitamine A et de zinc. Les spécialistes parlent de faim cachée. Elle pèse particulièrement lourd pour les femmes, car leurs besoins en fer et en acide folique sont accrus pendant la grossesse et l'allaitement.

En 2025, l'enquête auprès des ménages a relevé le MDD-W dans 40 régions de projet. Dans la médiane,



« À cinq heures et demie, je me lève et je me rends dans le potager de l'école. Accompagner une plante depuis la graine jusqu'à ce qu'elle devienne un légume prêt à être récolté me procure un véritable sentiment de responsabilité. Beaucoup considèrent l'agriculture comme un métier réservé aux personnes sans instruction. Je veux néanmoins devenir paysanne, même si je sais que le chemin ne sera pas facile. »

Ally Majidu Makundi, élève en dernière année (Tanzanie)

Pratiques agroécologiques et diversité alimentaire chez les femmes dans le cadre de trois projets (enquête 2025)

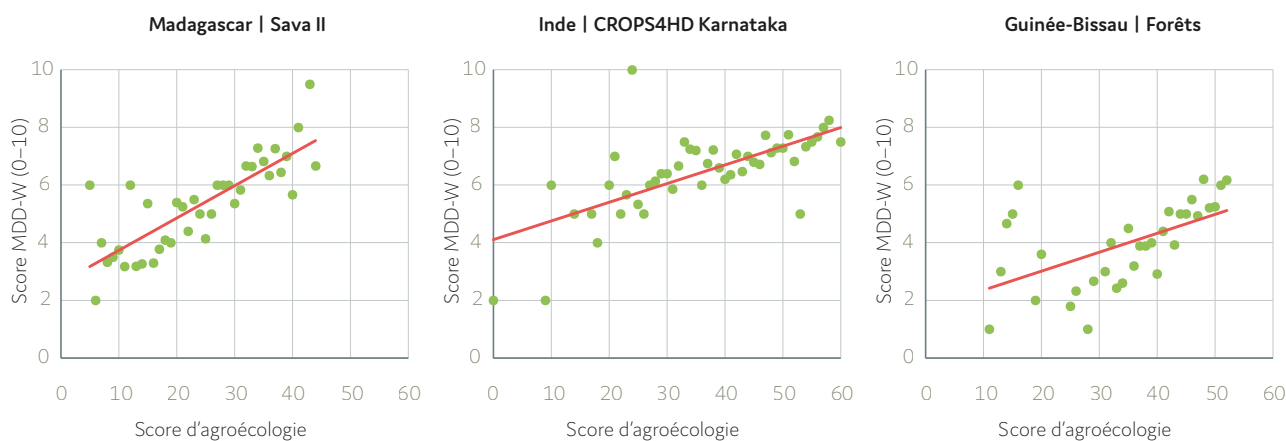


Figure 4 : Lien entre le score d'agroécologie et la diversité alimentaire des femmes (MDD-W) à Madagascar (Sava II), en Inde (CROPS4HD Karnataka) et en Guinée-Bissau (Forêts). À mesure que le score d'agroécologie augmente (22 pratiques, 60 points au maximum), davantage de femmes atteignent la norme minimale MDD-W, qui consiste à consommer cinq des dix groupes alimentaires. Ces trois projets sont représentatifs de ceux pour lesquels ce lien est statistiquement avéré. Chaque point représente le score MDD-W moyen de toutes les femmes ayant le score d'agroécologie correspondant ; la ligne rouge représente la tendance linéaire. Enquête 2025 ; données au niveau des ménages : www.sufosec.ch/fr/eb2026.

69 % des femmes atteignent le standard minimal. Autrement dit : la veille, elles ont consommé des aliments appartenant à au moins cinq des dix groupes. Pour des régions marquées par la pauvreté et par des systèmes alimentaires fragiles, c'est une valeur élevée. De grandes différences régionales sont toutefois visibles. En Amérique centrale, 89 % des femmes atteignent le standard minimal dans la médiane, en Amérique du Sud 88 %, en Asie du Sud et du Sud-Est 87 %. En Afrique de l'Est, elles ne sont que 58 %, en Afrique centrale 56 %, en Afrique de l'Ouest 54 %.

La fréquence de consommation des dix groupes alimentaires varie considérablement. Les céréales et les tubercules figurent dans l'assiette de presque toutes les femmes interrogées (95 %), tandis que les légumes verts à feuilles sont consommés par quatre femmes sur cinq. En bas du classement, on trouve les œufs, les produits laitiers et les fruits : un bon quart des femmes a mangé un œuf la veille (26 %), et environ un tiers a consommé des fruits ou des produits laitiers (figure 3). Ce phénomène s'explique moins par des lacunes dans les connaissances que par la disponibilité, la saisonnalité et le pouvoir d'achat, qui varient d'une région à l'autre. Il ne s'agit pas d'un problème propre aux régions de projet : à l'échelle mondiale, 2,69 milliards de personnes n'ont pas les moyens de

s'alimenter sainement, et en Afrique, cela concerne deux tiers de la population (55).

Davantage de pratiques, une alimentation plus diversifiée

L'enquête auprès des ménages 2025 permet pour la première fois d'examiner le lien entre pratique agroécologique et diversité alimentaire : chaque pratique agroécologique supplémentaire s'accompagne d'une probabilité supérieure d'environ 25 % qu'une femme du ménage atteigne le standard minimal (32). À l'échelle des régions de projet, ce lien apparaît par exemple à Madagascar, en Inde et en Guinée-Bissau (figure 4). Dans les projets au Mali (SKBo), au Kenya (diocèse de Machakos), en Guinée-Bissau (Forêts) et en Colombie (Conectando Páramos), les femmes mangent d'autant plus varié que leur ménage applique davantage de pratiques sociales. Là où les ménages échangent des savoirs, travaillent ensemble et s'accordent mutuellement des crédits, ce n'est donc pas seulement la sécurité alimentaire qui progresse, mais aussi la diversité alimentaire.

Une explication possible de ce constat : ce qui pousse dans le jardin et dans les champs arrive directement dans l'assiette et élargit l'offre alimentaire. S'y ajoute

peut-être une plus grande disponibilité d'argent. Qui cultive de façon plus diversifiée dégage plus facilement des excédents à vendre, et qui doit acheter moins d'engrais, de produits phytosanitaires et de semences dépense moins. Les deux élargissent la marge de manœuvre pour acheter au marché ce que le champ ne fournit pas, par exemple des produits laitiers ou des fruits (35, 36, 38, 49).

Trois conclusions pour l'élaboration des programmes

Premièrement : là où l'agroécologie est pratiquée depuis des années, la faim recule. Une pratique isolée ne change pas grand-chose ; ce n'est que grâce à la combinaison de plusieurs pratiques, tant dans les champs qu'au sein de la communauté, que l'insécurité alimentaire diminue. Les paysan·nes réorientent progressivement leurs cultures et apprennent ainsi les un·es des autres ainsi qu'auprès d'organisations locales qui transmettent les savoirs agroécologiques de leur région. Cela prend des années, pas une seule saison. Les projets visant à améliorer durablement la sécurité alimentaire et la diversité alimentaire doivent donc s'inscrire dans le long terme.

Deuxièmement : pour que les femmes cultivent et mangent de manière plus diversifiée, il faut plus que des connaissances techniques. L'agroécologie est plus qu'un simple mode de culture : l'organisation en groupes, l'échange de savoirs et la gestion collective vont de pair avec une plus grande sécurité alimentaire. Dans les ménages qui recourent davantage aux pratiques agroécologiques et s'organisent en groupes, les femmes atteignent plus souvent le seuil minimal de diversité alimentaire. De tels regroupements n'ont pas besoin d'être créés de l'extérieur, car ils existent déjà sous la forme de structures villageoises, de groupes d'entraide et de groupes de solidarité. Mais ils ont besoin de conseils et d'un accompagnement compétents, ainsi que d'une marge de manœuvre pour agir et prendre des décisions. C'est ce que l'Alliance entend par « localisation ».

Troisièmement : dans les contextes fragiles, l'agroécologie ne suffit pas à elle seule. La faim ne recule pas partout. Dans des projets menés au Tchad, au Mali et en Côte d'Ivoire, l'insécurité alimentaire augmente légèrement malgré le travail agroécologique. Dans ces pays, les conflits, les chocs climatiques et l'accès saisonnier à la terre et à l'eau ont un impact plus fort que les initiatives agroécologiques. Celles-ci restent

toutefois la base. Elles ne portent leurs fruits que si la coopération au développement, la promotion de la paix et l'aide humanitaire s'articulent entre elles.

Cinq ans de mesure des effets de l'Alliance Sufosec

Cinq années d'enquête, les mêmes outils principaux utilisés tout au long de la période, plus de 56 000 ménages interrogés au total. La force de cette étude réside dans son ampleur et son ancrage local : elle est menée chaque année à la même période de la saison, l'échantillon est renouvelé chaque année et est représentatif des ménages participant aux projets, et elle utilise des outils adaptés sur le plan culturel et linguistique. Les résultats ont été publiés dans les rapports sur l'alimentation de 2022 et 2024 (47, 48). Le présent rapport poursuit la série avec les enquêtes de 2024 et 2025. L'étude d'impact Sufosec, actuellement en cours, fournira des résultats plus approfondis, qui seront disponibles en 2027.

Les données recueillies sur cinq ans renforcent la conviction de l'Alliance Sufosec : l'agroécologie est une réponse à la crise des systèmes alimentaires. Ce qui est déterminant, c'est qu'elle ne peut être décomposée en éléments isolés, mais qu'elle agit dans sa globalité. Les pratiques agronomiques, sociales et économiques s'imbriquent les unes dans les autres, et le pouvoir de décision réside sur le terrain, entre les mains des personnes qui vivent de l'agriculture.

LE KENYA EN POINT DE MIRE



Agnes Nzesya dans son champ en cultures associées
à Makueni : sorgho, tournesols et maïs.

MES SEMENCES, MA NOURRITURE, MON AVENIR

L'étude auprès des ménages menée par Sufosec a mis en évidence une tendance solide auprès de douze mille ménages répartis sur trois continents : plus l'agriculture est diversifiée, plus l'insécurité alimentaire est faible. La dimension sociale apparaît tout aussi clairement en 2025 : les ménages qui s'associent à d'autres et gèrent ensemble leurs ressources sont moins souvent touchés par l'insécurité alimentaire. C'est lorsque ces deux facteurs agissent conjointement que leur effet est le plus marqué. Le Kenya, l'un des pays prioritaires de l'Alliance Sufosec, illustre bien ce que ces chiffres signifient au quotidien.

Deux clés, une fortune

Une caisse métallique lourde trône sur la table en bois, à l'ombre du manguier, fermée par deux cadenas. Pius, enseignant à l'école du district et secrétaire du groupe, lit le procès-verbal de la semaine précédente. Une vingtaine de personnes écoutent, presque toutes des femmes. Agnes et Joyce, les deux administratrices, se lèvent, prennent leurs clés et ouvrent chacune un cadenas. La trésorière, Rosemary, compte l'argent à voix haute, tandis que Pius vérifie les chiffres par rapport à la comptabilité. Dans la caisse se trouvent 230 000 shillings kényans (environ 1400 francs), le patrimoine du groupe de solidarité.

Pius appelle les membres un par un. Mika. Winfred. Agnes. Joyce. Jacqueline. Elizabeth. Rosemary. Anastasia. Ruth. Chacune dépose 75 shillings (un peu moins de 50 centimes) sur la table, la cotisation hebdomadaire. Trois membres paient une amende pour retard. Viennent ensuite les demandes de crédit : 20 000 shillings pour les frais de scolarité, 30 000 pour un membre de la famille malade. Le groupe examine les demandes et vote. Puis vient le tour des remboursements. Pour finir, Pius ferme le coffre ; les deux administratrices y accrochent chacune un cadenas et le verrouillent.



Caisse et livre de comptes : la réunion hebdomadaire du groupe de solidarité à Makueni.

« Dehors, tu paies 30 % d'intérêts », dit Pius. « Chez nous, c'est 5 %. C'est notre propre argent. » Le groupe a commencé modestement, avec 20 shillings par semaine ; les apports ont augmenté au fur et à mesure que la confiance s'est installée, passant d'abord à 50, puis à 75. Aux champs, le groupe forme également une entité soudée : pépinière commune, entraide, partage des connaissances sur les semences, l'élevage de poulets et la lutte contre les ravageurs. Les paysannes ne sont plus seules.

Ce matin-là, les hommes sont presque tous absents. Ils sont rarement aux champs pendant la journée : beaucoup travaillent ou cherchent du travail dans les villes, souvent à Nairobi. La transition vers l'agroécologie, la caisse d'épargne et l'élevage de poulets pèsent sur les épaules des femmes, en plus des tâches familiales et de la corvée d'eau quotidienne. La reconnaissance de la part des hommes ne vient souvent que



Rebecca Kyalo et Matato avec des légumes-racines et des légumes-feuilles fraîchement récoltés dans leur ferme à Makueni.

lorsque les résultats deviennent visibles, lorsque le potager porte ses fruits et que l'argent commence à rentrer. C'est précisément ce paradoxe de la surcharge de travail que le chapitre 2 met en évidence : la même pratique qui renforce les femmes peut alourdir leur fardeau tant que les hommes et les stéréotypes de genre ne sont pas pris en compte.

Sept couches

La ferme de Rebecca Kyalo et de son mari Matato est située sur un versant en terrasses dans le district de Makueni. À notre arrivée, il pleut, et Rebecca et Matato nous ont attendus avant de commencer à planter les jeunes plants d'épinards dans les plates-bandes. Le temps presse désormais. À l'aide d'un petit bâton, Rebecca perce trou après trou dans la terre humide, en décalant chaque plant en diagonale, à 30 centimètres de distance. « Cela nous permet de mieux contrôler les ravageurs », dit-elle sans lever les yeux.

Depuis que Rebecca est membre du groupe de solidarité « les Lièvres sauvages », elle n'utilise plus d'insecticides : une décoction de cendres contre les ravageurs à peau tendre, des coquilles d'œufs et des grains de sel contre les limaces. Matato est également membre d'un groupe de solidarité, mais d'un autre. « Ensemble, nous apportons ainsi davantage d'expérience à notre petite exploitation », dit-il en riant. Son engagement n'est en aucun cas une évidence. « Seul un tiers environ des hommes soutiennent leurs épouses dans les cultures à la maison », explique Regina Kamau, directrice d'Utooni, une organisation partenaire d'Action de Carême au Kenya. Depuis plus de vingt ans, l'organisation construit des barrages de sable dans les petites rivières de la région : des seuils en béton derrière lesquels l'eau de la rivière reste retenue dans le

sable pendant la saison sèche. Sans ces barrages, il n'y aurait rien à récolter à Makueni, sauf lors des années où les pluies sont abondantes. Utooni accompagne également les familles paysannes dans leur transition vers l'agriculture agroécologique.

Matato et Rebecca nous font découvrir leur « forêt alimentaire ». « Il s'agit d'une plantation en sept couches », expliquent-ils : des arbres brise-vent tout en haut, en dessous des manguiers et des agrumes, des arbustes comme le grenadier, des herbes aromatiques et des légumes-racines, des plantes grimpantes, et au sol, des courges. Chaque couche a une fonction. « Avant, nous ne cultivions que du maïs et des haricots », raconte Rebecca. « Nous devons acheter les légumes. » Aujourd'hui, le rendement couvre les besoins de la famille, et ce qui reste rapporte de l'argent. Cela inclut également environ un litre de lait par jour provenant des deux vaches, que Rebecca peut vendre à l'école voisine. L'impact de la « forêt alimentaire » se reflète également dans l'étude auprès des ménages : chaque pratique agroécologique supplémentaire augmente d'environ un quart les chances que les femmes aient une alimentation suffisamment variée. Le Kenya est l'un des rares pays d'Afrique à disposer d'une stratégie nationale d'agroécologie, adoptée par le ministère de l'Agriculture en 2024.



Rebecca Kyalo repique les jeunes plants d'épinards dans la terre humide et paillée.

Quatre-vingts poules d'un coup

Agnes Nzesya est membre du groupe Upendo à Makueni. Elle se consacre principalement à l'élevage de poulets : des races locales pour la famille, dont la viande est de meilleure qualité mais dont la croissance est plus lente. Pour le marché, elle élève des races Sasso, une lignée à croissance rapide destinée à la production de viande. Elle élève 85 de ces animaux, en plus de 20 poulets de race locale. Ils produisent environ 50 œufs par jour. Rien qu'en novembre, elle a vendu 80 poulets d'un seul coup, pour 80 000 shillings (un peu moins de 500 francs).

Agnes cultive elle-même la nourriture de ses poules : du sorgho, des graines de tournesol, du maïs concassé. « Dès qu'ils apprennent que j'ai vendu des poulets, ils m'appellent tout de suite », dit-elle à propos de ses enfants à Nairobi. Veuve, elle gère seule son exploitation et subvient ainsi aux besoins de ses deux enfants adultes, qui ne trouvent pas d'emploi stable en ville, ainsi qu'à la scolarité de ses petits-enfants. Une partie des recettes est versée dans la caisse d'épargne commune du groupe de solidarité.



Agnes Nzesya nourrit ses poulets Sasso dans un enclos, à Ukia, Makueni.



Les races locales circulent librement dans la cour.

Le Kenya, pays prioritaire

Le Kenya est l'un des deux pays bénéficiaires du programme dans lesquels quatre des six organisations membres de Sufosec interviennent simultanément : Action de Carême, SWISSAID, Vétérinaires Sans Frontières Suisse (VSF-Suisse) et Vivamos, chacune en collaboration avec des organisations partenaires locales qui apportent leur expertise en agroécologie sur le terrain. C'est également le seul pays où les cinq dimensions de la grille d'évaluation agroécologique sont visibles sur le terrain : biodiversité, santé des sols, réduction des intrants agricoles, élevage et dimension sociale.

L'engagement s'étend de Turkana et Baringo, dans le nord aride, à Makueni, Kajiado et Isiolo, dans la région semi-aride du centre, jusqu'à Bungoma, Kakamega et Nairobi. Environ 30 000 personnes participent directement aux activités du projet, dont environ 20 000 femmes.

Un pays de contrastes. Le Kenya affiche l'un des taux d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde : dans l'indice de la faim dans le monde 2025, le pays occupe la 103^e place sur 123. Les sécheresses quasi annuelles qui touchent le nord du pays y contribuent. Les réalités de vie entre la zone aride pastorale et la métropole de Nairobi sont très éloignées l'une de l'autre, auxquelles s'ajoutent des inégalités sociales en matière d'accès à la terre, à l'eau et aux revenus, ainsi qu'entre les sexes. Les plus vulnérables sont les femmes, les veuves et les communautés pastorales, dont l'existence est directement menacée par la sécheresse, les fluctuations des prix et l'insécurité des droits fonciers.

Ce qui peut être dit au sein du groupe

À Mumias, dans le comté de Kakamega, Vivamos collabore avec l'organisation locale CJPD. Le projet se concentre sur la situation particulièrement précaire des veuves : des femmes qui perdent leurs terres après le décès de leur mari, dans l'une des régions les plus densément peuplées du Kenya. « De veuve à veuve », tel est le principe : des animatrices formées transmettent le savoir agroécologique, groupe après groupe. Ce qui circule, ce sont d'abord des semences, du compost, une poignée de poulets. Puis autre chose : au sein du groupe, les femmes expriment pour la première fois à voix haute que la terre de leurs maris décédés leur revient de droit. Ce qu'une veuve isolée n'oserait pas dire devient possible au sein du groupe.



Grâce au projet à Mumias, les veuves acquièrent non seulement des connaissances en agroécologie, mais se renforcent aussi mutuellement.

Ce qui se passe ici va bien au-delà des semences et de la terre. Il s'agit de mettre en lumière les droits fondamentaux des femmes et de sensibiliser les personnes décisionnaires locales à cette question. Un changement progressif qui non seulement renforce les femmes individuellement, mais remet également en question les attributions de rôles rigides.

Qui fait quoi au Kenya

Action de Carême collabore avec des organisations partenaires à Kajiado, Laikipia, Kakamega, Bungoma et Makueni. Celles-ci encouragent la création de groupes de solidarité, l'agroécologie et les jardins scolaires ; à l'échelle du programme, des comités locaux de paix ont joué un rôle de médiation dans environ 700 conflits liés à la terre et à l'eau. Par l'intermédiaire du consortium international RAISE, les droits fonciers et les droits sur les semences des communautés paysannes sont intégrés dans les politiques nationales.

SWISSAID est active à Baringo, Turkana et dans six autres comtés par l'intermédiaire du Seed Savers Network Kenya (SSN-K). Ce réseau compte plus de 101 000 membres, dont 70 % de femmes, et gère 51 banques de semences communautaires pour les variétés locales.

Vétérinaires Sans Frontières Suisse renforce les moyens de subsistance des communautés pastorales dans le nord et l'ouest du Kenya. Avec la coopérative de lait de chamelle dirigée par des femmes, Anolei, VSF-Suisse encourage la collecte et la commercialisation professionnelles du lait de chamelle. Des stations mobiles « One Health » améliorent la santé des personnes, des animaux et de l'environnement dans les zones pastorales isolées. De plus, grâce à un élevage de volaille durable et à un meilleur accès aux marchés, VSF-Suisse crée des emplois et des sources de revenus pour les jeunes et les femmes. Cela permet de garantir des revenus, de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer durablement la résilience face aux sécheresses.

Vivamos accompagne des groupes de veuves et des familles paysannes à Kakamega et Bungoma en agroécologie, éducation nutritionnelle, protection des sources d'eau, protection et reboisement des forêts. À Nairobi, l'organisation soutient des jeunes en situation de pauvreté en leur proposant une formation professionnelle en horticulture urbaine et en transformation alimentaire.





Agnes Esinyen dans la banque de semences de Kalemnyang : les semences sont conservées dans des bouteilles recyclées, chacune portant le nom de sa propriétaire.

Dix empruntés, douze rendus

Sur le mur de la banque de semences de Kalemnyang figure une phrase en anglais et en ng'aturkana, la langue des Turkana : « My seed, my food, my future. » Agnes Esinyen, la présidente, la traduit elle-même : mes semences, ma nourriture, mon avenir. Elle justifie la nécessité d'utiliser des variétés locales par des raisons nutritionnelles : celles et ceux qui cultivent des semences locales et mangent des légumes locaux mèneraient une vie plus saine. À l'intérieur, il fait frais et sombre. Sur les étagères se trouvent des centaines de petits flacons contenant des semences.

Turkana, le nord-ouest aride du Kenya : 77 000 kilomètres carrés, 200 millimètres de pluie en moyenne par an. Les sécheresses, qui survenaient autrefois tous les cinq ans, se produisent aujourd'hui presque chaque année. SWISSAID soutient ici le Seed Savers Network Kenya. La banque de semences de Kalemnyang a été inaugurée en juillet 2024 ; 35 membres y stockent leurs semences, et 300 paysannes en ont déjà retiré. Quiconque emprunte dix unités en rend douze après la récolte ; ainsi, le stock s'accroît sans que personne de l'extérieur n'apporte d'argent. Agnes vérifie chaque lot à l'aide d'un test de germination. « Nous comptons dix graines, nous les déposons sur du compost et nous les arrosions », explique-t-elle. « Si plus de huit germent, nous recommandons d'utiliser ces semences pour les semis. S'il y en a moins, elles ne sont pas bonnes. » Pour le sorgho, cela se voit au bout de trois jours, pour le maïs au bout de quatre à cinq jours.

Ce que ces paysannes préservent ici s'est ancré au fil des générations dans les variétés locales. Mais pendant des décennies, elles se sont approvisionnées en semences par le biais de programmes financés par des

fonds extérieurs. Ce faisant, leur savoir sur les variétés locales s'est perdu, et avec lui un savoir transmis de génération en génération sur la manière d'obtenir de bons rendements malgré ce climat rude. Les pressions structurelles venues de l'extérieur entraînent des dépendances et l'insécurité alimentaire : là où les systèmes de semences commerciaux et financés par des fonds extérieurs se développent, les réseaux informels sont mis à rude épreuve, et avec eux leur savoir traditionnel. Kalemnyang n'est pas une exception, mais l'une des 51 banques communautaires de semences avec lesquelles le Seed Savers Network Kenya s'efforce d'inverser cette tendance.

Ce qui se passe quotidiennement à Kalemnyang a longtemps constitué un risque juridique au Kenya : la loi sur les semences et les variétés végétales (Seeds and Plant Varieties Act) sanctionnait la vente de variétés non enregistrées. En novembre 2025, la Haute Cour de Machakos a déclaré inconstitutionnels certains articles clés de cette loi, affirmant que les semences paysannes étaient protégées par les droits fondamentaux. La plainte avait été déposée par 15 paysannes, soutenues par le Seed Savers Network, qui a délibérément choisi de ne pas se constituer partie civile afin que cette affaire reste celle des paysannes. « Je suis fière d'être plaignante, car je suis paysanne et je sais comment cultiver des semences locales », déclare Beatrice Wangui, l'une d'entre elles. « Je veux que nos semences soient libres. » L'État a interjeté appel, mais le jugement reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre.



Contrôle de qualité : les nouvelles semences sont testées par un test de germination avant d'être stockées.

Des bidons à lait naît une entreprise

À Isiolo, dans le centre semi-aride du Kenya, l'histoire commence en 1997 avec cinq femmes somaliennes qui vendent du lait de chamelle dans des bidons. Les livraisons destinées à Nairobi sont chargées sur les toits des bus, parcourent six heures de route et arrivent souvent avariées. Pour maîtriser ces pertes, les femmes s'unissent et mutualisent les quantités de lait, le transport et la vente. En 2010, elles donnent une forme officielle à ce regroupement : la coopérative « Anolei Women Camel Milk Cooperative ».

Les chameaux sont particulièrement bien adaptés à cette activité. Ils s'inscrivent dans une longue tradition pastorale du Nord et résistent bien mieux à la pénurie d'eau que les bovins : lorsque les pâturages se dessèchent et que les bovins ont depuis longtemps cessé de produire du lait, les chameaux continuent d'en fournir. Le lait de chamelle devient ainsi à la fois une double sécurité, un aliment résilient face au climat et une source de revenus en espèces fiable. En période de sécheresse, il couvre jusqu'à la moitié des besoins nutritionnels des communautés pastorales du nord du Kenya ; à Isiolo, selon des enquêtes menées par VSF-Suisse, le lait de chamelle représente environ 41 % des revenus des ménages pendant la saison des pluies, et encore environ 36 % pendant la saison sèche.

Les cinq femmes aux bidons de lait ont donné naissance à une entreprise. En collaboration avec VSF-Suisse et la National Drought Management Authority (NDMA), la coopérative a mis en place à Isiolo sa propre installation de collecte et de transformation : réfrigération, formations à l'hygiène, développement de produits. Ce qui est réfrigéré et transformé de manière fiable arrive frais en ville, et le volume des livraisons augmente en conséquence : de 300 litres par jour en 2010 à près de 7000 litres aujourd'hui pendant la saison des pluies, à destination d'Eastleigh, à Nairobi. Grâce à la coopérative, les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ont également augmenté, notamment grâce au lait de chamelle pendant la saison sèche et les périodes de sécheresse.



Livraison à la coopérative Anolei à Isiolo : le lait de chamelle est filtré et refroidi.

Plus fortes ensemble

Les actions menées par les quatre organisations de Sufosec au Kenya poursuivent un objectif commun : rendre l'agroécologie centrée sur les femmes plus viable. Des crédits plutôt que des dettes, une formation qui se poursuit au sein du groupe, une banque de semences appartenant de toute façon aux femmes, et un premier lieu où l'on parle de droits. L'étude auprès des ménages menée par Sufosec mesure pour la première fois ces éléments conjointement en 2025 : la diversité dans les champs et la cohésion au sein du groupe ont un impact maximal là où les deux se rejoignent.

Rebecca Kyalo, Agnes Nzesya, les veuves de Mumias, Agnes Esinyen ou les fondatrices d'Anolei ne sont pas les bénéficiaires d'un projet. Elles décident de la santé de leurs enfants, parlent pour la première fois de leurs terres, gèrent le savoir ancestral sur les semences accumulées au fil d'une centaine de saisons sèches, ont créé une entreprise qui approvisionne Nairobi quotidiennement. Et elles travaillent en groupe. C'est là une autonomisation par l'agroécologie, qui permet à leurs familles de bénéficier d'une alimentation plus diversifiée et plus sûre : une contribution active à la lutte contre la faim.

Dans l'obscurité de la banque de semences de Kalemnyang, chaque flacon porte le nom de sa propriétaire.

« L'AGROÉCOLOGIE TRANSFORME DES VIES »



Stellamaris Mulaah cueille une papaye mûre dans sa « forêt alimentaire »

EXPERTE EN AGROÉCOLOGIE STELLAMARIS MULAEH

Stellamaris Mulaeh est directrice de l'organisation kenyane Act for Change et vit à Nairobi. Ayant grandi dans le sud-est du pays, au sein d'une famille élargie où ses grands-mères triaient les semences et transmettaient leur savoir-faire agricole, elle a observé, au cours de deux décennies de coopération au développement, la disparition des potagers et de l'agriculture diversifiée, ainsi que la manière dont l'agroécologie rétablit ces deux pratiques. À l'occasion de l'Année internationale des agricultrices 2026, elle s'est entretenue avec Christian Heuss au sujet des groupes de solidarité, des « forêts alimentaires » et des barrières culturelles que même des années de travail communautaire parviennent à peine à surmonter.

Stellamaris Mulaeh, vous avez grandi dans une famille paysanne du sud-est du Kenya. Qu'est-ce qui a marqué votre rapport à l'agriculture ?

Mon père était professeur dans un lycée et a rédigé le premier manuel d'agriculture destiné aux établissements secondaires kényans. J'ai grandi entourée de mes arrière-grands-mères et de mes grands-mères, toutes paysannes, qui m'ont appris à trier les semences, quelles plantes médicinales soignent quels maux, et comment régénérer le sol avec le compost issu de notre propre élevage. Nous pratiquions une agriculture mixte et diversifiée. Les saisons se succédaient, et on savait ce qu'elles apportaient : les fruits, les légumes-racines. Pour nous, l'agriculture n'était pas seulement une source de revenus, mais aussi une identité culturelle : la vie, l'alimentation, un lieu de rassemblement. C'est tellement ancré en moi que, même dans le quotidien professionnel le plus trépidant, je me rends encore dans ma petite ferme. Hier, je m'y suis retirée, j'avais besoin d'une pause.

Qu'est-ce qui vous a conduit vers l'agroécologie ?

C'étaient les récits des femmes des communautés dans lesquelles je travaillais. Je les entendais raconter qu'elles-mêmes et leurs familles ne parvenaient même pas à manger à leur faim tous les jours. L'un des premiers exemples qui m'a profondément attristée provenait d'un projet mené dans la région de la



Stellamaris Mulaeh, oratrice principale du troisième symposium national d'agroécologie au Kenya, juillet 2026.

rivière Tana. Le plus grand fleuve du Kenya traverse ces champs, et pourtant, les gens m'ont raconté qu'ils avaient mangé des spaghettis la veille au soir, avec une cuillerée d'huile de cuisson, rien d'autre. J'ai commencé à demander : « Où sont les potagers ? » Les potagers avec lesquels nous avons grandi avaient disparu. Lorsque nous avons élaboré une nouvelle stratégie nationale avec Action de Carême, une chose m'est apparue clairement : nous devons examiner quel type d'agriculture les gens pratiquent réellement ici. S'ils doivent tout acheter au marché de saison en saison, c'est qu'il y a un problème fondamental.

Comment expliquez-vous l'agroécologie et comment la mettez-vous en pratique ?

Il existe treize principes, résumés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies. Je m'appuie sur les quatre dimensions définies par la CIDSE, le réseau international d'organisations catholiques de développement (53). Elles regroupent ces principes en thèmes qui peuvent être expliqués à l'échelle d'un village. Nous commençons par la dimen-

sion sociale, car l'agriculture concerne les personnes : comment sont-elles organisées ? Selon quelles règles ? Quelle importance revêt l'alimentation pour les femmes et les hommes de la communauté ? C'est le fondement. De nombreuses organisations sautent cette étape et se précipitent trop vite vers la dimension environnementale et les pratiques agricoles. La dimension économique pose les questions suivantes : comment devenir attractifs pour les marchés, comment mettre en place des filets de sécurité, comment vivre réellement de l'agroécologie ? Car les exploitations ne fonctionnent pas avec de l'eau, mais avec de l'argent. Et enfin, il y a la dimension politique : les droits sur les semences, l'accès à la terre, les prix du marché, qui décide de quoi. En Suisse, on me demande souvent si l'agriculture biologique est de l'agroécologie : non. L'agriculture biologique se concentre sur la pratique. L'agroécologie, c'est à la fois une science, un mouvement social et une pratique.

Comment commencez-vous à travailler avec une nouvelle communauté villageoise ?

Nous invitons la communauté par l'intermédiaire de l'administration locale. Les membres se réunissent à l'ombre d'un arbre et discutent de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans leur approvisionnement alimentaire. S'ils choisissent cette voie, ils forment des groupes qui s'inscrivent auprès de nous. C'est à partir de là que nous abordons la dimension sociale : le groupe s'accorde sur sa voie et ses règles, et ce n'est qu'ensuite que nous rappelons les valeurs transmises de génération en génération et les savoirs traditionnels, la philosophie Ubuntu de nos communautés, avant de nous tourner vers la terre. Nous rétablissons la confiance au sein de la communauté, qui s'était perdue en de nombreux endroits.

Les groupes se réunissent chaque semaine à tour de rôle chez l'un de leurs membres, tous issus de la même région, situés à trois kilomètres au maximum les uns des autres, des gens qui se connaissent. Ensuite, nous nous lançons dans le potager, qui apporte des résultats rapides et visibles. Au bout de six semaines seulement, les groupes n'achètent plus de légumes au marché. Ceux qui n'y croyaient pas sont stupéfaits : « Ils ont déjà des légumes sans produits chimiques ! »

Pourquoi les femmes jouent-elles un rôle particulier dans l'agroécologie ?

Elles sont les gardiennes de l'amour, de la vie, des semences et de la terre. Elles cultivent la terre, l'adaptent

au rythme des saisons. Elles conservent les semences de saison en saison. Elles savent de quelles plantes médicinales et de quelles herbes la communauté a besoin. Et ce sont elles qui sont le plus durement touchées par le changement climatique. Mais les femmes ne constituent pas une catégorie homogène : celles qui, dans certaines communautés kényanes, deviennent veuves perdent leur droit à la terre et leur droit de parole. Elles sont diabolisées pour le simple fait d'être veuves. Une agricultrice pastorale ne possède pas le bétail, mais a accès à ses produits, contrairement aux agricultrices sédentaires. Je suis moi-même l'une des rares femmes dont les terres sont enregistrées à leur propre nom, car j'ai négocié pour cela.

Quels changements s'opèrent au sein d'un foyer lorsqu'une femme rejoint un groupe de solidarité ?

En six mois déjà, la contribution de la femme au revenu du ménage change grâce au potager. Auparavant, elle devait demander à son mari lorsqu'elle avait besoin d'argent pour faire les courses ou acheter les fournitures scolaires des enfants. Désormais, elle peut payer cela elle-même. Il est également question de la charge de travail : les groupes travaillent ensemble, ce qui allège celle de chacune et libère du temps pour d'autres activités. Le groupe constitue également une protection : si un homme veut chasser une femme de sa parcelle de terre, les autres viennent la défendre à ses côtés. Lorsqu'une femme contribue au budget, les décisions concernant le ménage ne relèvent plus exclusivement des hommes.

Où le changement culturel atteint-il ses limites ?

Au moins 85 % des femmes de nos groupes de solidarité ont accès à la terre. C'est ce que nous avons accompli. Mais pour que les femmes soient reconnues comme propriétaires foncières à part entière, il reste encore beaucoup à faire. Pour de nombreux groupes de solidarité, les droits fonciers constituent un obstacle auquel s'accroche le patriarcat. Les droits sur les arbres en sont un autre exemple : dans certaines communautés, la culture interdit aux femmes de planter certains arbres.

C'est pourquoi nous impliquons les hommes en tant que champions de l'agroécologie, individuellement ou aux côtés de leur femme. Une fois les hommes convaincus, les droits relatifs aux arbres peuvent être clarifiés et la « forêt alimentaire » étendue. Et ce qui convainc les hommes, ce sont les avantages économiques : dès lors, ils adhèrent rapidement au projet.



Des choux fraîchement récoltés sur sa ferme font le bonheur de Stellamaris Mulaeh ; derrière elle, des bananiers et des papayers poussent dans sa forêt alimentaire.

Lorsque les femmes valorisent des terres improductives, les hommes comprennent eux aussi qu'il vaut la peine de consacrer davantage de terres à l'agroécologie.

Le Kenya a adopté une stratégie nationale d'agroécologie en 2024. Qu'est-ce que cela a changé ?

L'impact se manifeste surtout au niveau des comtés. Dans trois d'entre eux, où nous intervenons, des stratégies d'agroécologie spécifiques ont désormais été mises en place : elles sont déjà en vigueur à Vihiga et Makueni, tandis qu'à Bungoma, leur adoption est imminente. Cela offre un point d'ancrage aux groupes, car ils pratiquaient déjà l'agroécologie bien avant l'existence de ces stratégies. Lors des délibérations budgétaires, ils peuvent désormais affirmer : « Nous cultivons nos champs selon les principes agroécologiques, et nous souhaitons que cela se reflète dans le budget annuel. » À Vihiga, en collaboration avec Caritas du diocèse de Kakamega, nous avons contribué à mettre en place un système de conseil à l'échelle de tout le comté. Pour cela, nous avons invité les directrices chargées de l'agriculture, de l'éducation et de l'eau à venir sur le terrain. Quand on a vu l'agroécologie en pratique, on en parle différemment.

Que diriez-vous au Parlement suisse, qui statue sur l'attribution des fonds de Sufosec ?

L'argent investi dans les projets de Sufosec porte ses fruits. Il transforme des vies, des écosystèmes et

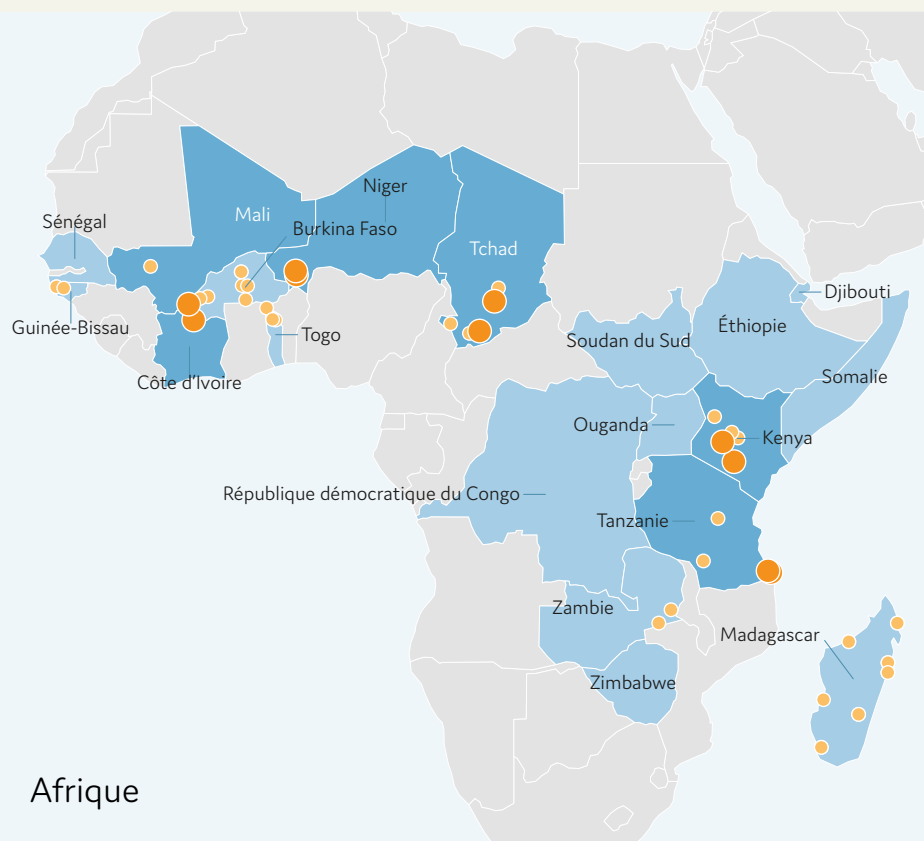
contribue à la mise en place d'un meilleur système alimentaire. Cette année en particulier, Année internationale des agricultrices, nous constatons l'impact des transformations agroécologiques : dans les foyers, dans les paysages, dans les négociations que mènent les paysannes pour obtenir des prix équitables. Davantage de moyens financiers permettent à davantage de communautés de s'engager dans cette voie. La Suisse apporte ainsi une contribution substantielle à un système alimentaire plus résilient et plus juste.

À votre avis, en quoi consisterait un succès mesurable de cette Année internationale des agricultrices ?

Se contenter d'en parler ne sert pas à grand-chose. La question est de savoir si une paysanne du comté de Bungoma, au Sénégal ou en Inde peut réellement faire valoir ses droits et être reconnue pour sa contribution au système alimentaire. Si elle a accès à des services qui lui étaient jusqu'à présent inaccessibles : marchés, financements, crédits. Si l'on accepte que les femmes aient le droit de prendre soin d'elles-mêmes. Si leurs contributions au travail de soins et la valeur de celles-ci sont reconnues. C'est à cela que je mesurerais si cette année a vraiment changé quelque chose.

Entretien entre Stellamaris Mulaeh et Christian Heuss, le 27 mai 2026, par vidéoconférence.

ALLIANCE SUFOSEC



91 000 foyers pratiquent l'agroécologie

Chiffres issus des projets des six organisations, enquête de 2025. Ces ménages regroupent environ 455 000 personnes.

54 % des organisations partenaires participent aux décisions

Les organisations partenaires évaluent elles-mêmes chaque année leur participation aux décisions (enquête de 2025).

- Pays faisant l'objet de mesures répétées
- Autre pays étudié
- Site de projet, étude auprès des ménages avec mesures répétées
- Site de projet, étude auprès des ménages

Qui sommes-nous ?

En 2020, six organisations suisses de coopération au développement aux spécialisations, pays d'intervention et profils de politique de développement variés se sont regroupées au sein de l'Alliance Sufosec : Action de Carême, SWISSAID, Vétérinaires Sans Frontières Suisse, Vivamos, Aqua Alimenta et Skat Foundation. Une conviction les unit toutes : les paysannes qui exploitent leurs terres selon les principes agroécologiques améliorent leur alimentation et gagnent en autonomie.

Ce travail est soutenu par environ 300 organisations partenaires locales dans 28 pays du Sud global. Depuis 2022, l'Alliance publie tous les deux ans le Rapport mondial sur l'alimentation (47, 48). Ce rapport s'appuie sur l'étude annuelle auprès des ménages qui évalue, dans les régions de projet sélectionnées, la sécurité alimentaire, la diversité alimentaire et les pratiques agroécologiques des ménages paysans.



1,2 million de personnes directement touchées

En 2025, les six organisations touchent, grâce à leurs projets, 1,2 million de personnes défavorisées, dont 821 000 issues de groupes particulièrement défavorisés, parmi lesquelles 59 % de femmes.

Alliance Sufosec : Ce que les six accomplissent ensemble

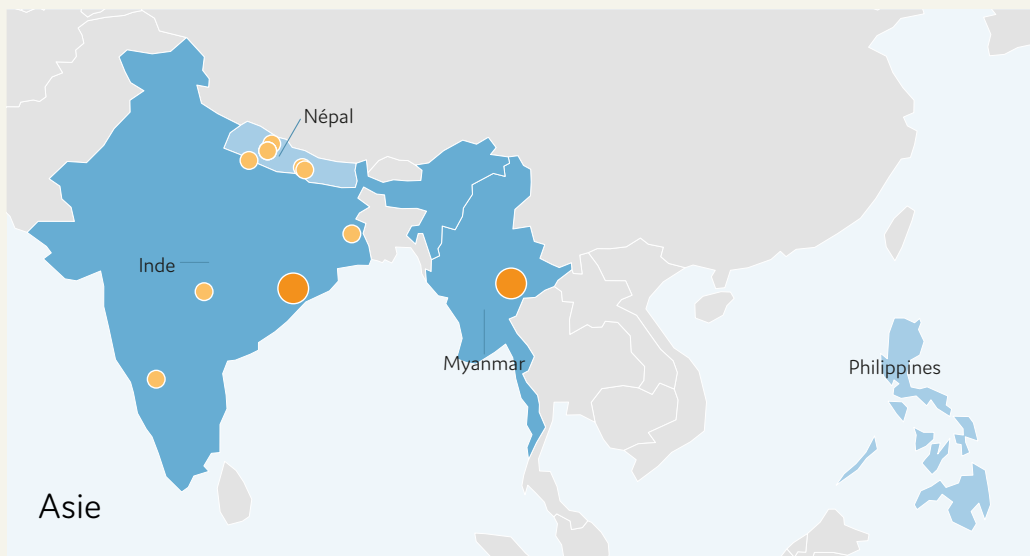
L'Alliance se concentre sur quatre domaines d'action étroitement liés : des systèmes alimentaires durables, des écosystèmes résilients, une société civile forte et des partenariats équitables. Les six organisations œuvrent dans le même but : améliorer durablement la sécurité alimentaire des paysan·nes. Chacune apporte pour cela une expertise différente, allant de la petite irrigation à la formation professionnelle et à l'autonomisation des communautés, en passant par la santé animale et les semences paysannes. Ces expertises sont regroupées au sein d'un programme commun, soutenu par la DDC par le biais d'une contribution. Sur le terrain, quelque 300 organisations partenaires fournissent des conseils techniques et fournissent l'échange de savoirs et la mise en réseau, dans le but de réduire les dépendances vis-à-vis de l'extérieur et de renforcer les communautés. Les six organisations évaluent régulièrement l'impact de leur travail. Depuis 2021, elles utilisent les mêmes outils pour réaliser des enquêtes sur l'évolution de l'alimentation des ménages dans les régions de projet. À ce jour, plus de

Un franc public en devient 3,6

La DDC, la Direction du développement et de la coopération, apporte une contribution de 12,8 millions de francs suisses en 2025. Grâce aux dons, aux contributions des fondations et aux ressources propres des six organisations, le programme atteint un volume de 45,5 millions de francs suisses.

20 points de pourcentage de moins d'insécurité alimentaire

Dans les 16 projets ayant fait l'objet de mesures répétées, la proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave a diminué en moyenne de 20,5 points de pourcentage. La comparaison porte sur l'enquête de 2025 et la première mesure, qui a eu lieu entre 2021 et 2024 selon les projets.



56 000 d'entre eux ont été interrogés et les données ont fait l'objet d'une analyse scientifique. Ces données permettent de comparer le travail mené dans différents pays et par différentes organisations, et montrent quelles approches accroissent la sécurité alimentaire et où des améliorations sont nécessaires. L'Alliance contribue ainsi aux objectifs que la Suisse s'est fixés en matière de coopération internationale : lutter contre la faim, gérer les ressources de manière durable et réduire la pauvreté.

Localisation : des partenariats mondiaux entre égaux

Pour l'Alliance, la localisation ne signifie pas seulement que les fonds sont acheminés vers le Sud, mais aussi que les décisions concernant leur utilisation y sont prises conjointement. Les organisations partenaires connaissent les sols, les marchés et les structures sociales sur place, et elles réclament de plus en plus des formes de coopération qui leur confèrent davantage de pouvoir décisionnel. En 2024, les six organisations membres se sont engagées sur quatre points : des fonds plus flexibles pour les organisations partenaires, une plus grande participation à la définition des thèmes, un meilleur accès à d'autres organismes de financement et davantage de moyens pour la mise en réseau et les échanges entre les pays du Sud (10). Une fois par an, les organisations partenaires peuvent évaluer, au moyen d'un questionnaire, le degré de participation qu'elles estiment avoir dans la coopération avec les organisations de l'Alliance.

Suivi scientifique

L'Alliance évalue son travail dans le cadre de son étude auprès des ménages annuelle et collabore à cette fin avec des institutions scientifiques : le Centre for Development and Environment (CDE) et le Centre interdisciplinaire de recherche sur le genre (IZFG) de l'Université de Berne, ainsi que le NADEL, le centre de compétence de l'EPF Zurich pour le développement et la coopération. À cela s'ajoute Restor, une spin-off de l'EPF, qui rend visibles les données environnementales via une plateforme de géodonnées. Pour l'étude d'impact Sufosec, qui sera publiée en 2027, des équipes nationales sont à l'œuvre dans six pays. Bon nombre de ces équipes collaborent avec des instituts de recherche locaux.

Perspectives

L'Alliance continue d'œuvrer en faveur de systèmes alimentaires résilients et portés par les acteur·trices locaux dans le Sud global. Les données recueillies sur cinq ans montrent ce qui est essentiel à cet égard : là où l'agroécologie produit ses effets sur plusieurs années, la faim recule. Les programmes destinés à changer les choses ont besoin de temps, d'un financement s'étendant au-delà d'une seule année, de partenariats fiables entre égaux et d'un cadre politique favorisant une agriculture durable.

ORGANISATIONS

Action de Carême

Ensemble, mettons fin à la faim

Action de Carême est une organisation suisse de coopération internationale. Elle est politiquement indépendante, communique d'égal à égal, de manière transparente, dans le respect de l'égalité des genres et en tenant compte des spécificités culturelles. Sa vision est celle d'un monde juste, sans faim. Un monde où le droit à l'alimentation est respecté, où une vie dans la dignité est garantie pour toutes et où la création est préservée dans toute sa diversité, aujourd'hui et pour les générations futures. Au cœur de son action se trouvent toujours les personnes, dans leur dignité, avec leurs droits, leurs capacités et leurs besoins.

Active en Afrique, en Asie et en Amérique latine, elle travaille avec des organisations partenaires locales à l'amélioration durable des conditions de vie des populations défavorisées. Elle accorde une grande importance aux partenariats et aux alliances à long terme. Pour ce faire, elle s'appuie sur l'expertise et les structures locales et développe, en concertation avec ses organisations partenaires, des approches efficaces telles que l'agroécologie, qui renforce les systèmes alimentaires locaux. Elle accompagne les communautés dans leurs efforts pour s'organiser et faire valoir leurs droits fondamentaux, dans l'esprit de l'aide à l'autonomie.

Droit à l'alimentation

En Suisse comme à l'échelle internationale, elle identifie les causes de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement et s'engage en faveur de règles contraignantes visant à protéger les personnes et l'environnement. Son objectif est de faire en sorte que soient mises en place des conditions-cadres politiques garantissant le droit à l'alimentation et l'accès à des moyens de subsistance sûrs pour toutes. Elle propose des solutions et des alternatives qui permettent une production et une consommation équitables et durables.

Elle encourage la population suisse à participer à la mise en œuvre d'une transition socio-écologique. Pour cela, elle s'appuie sur des réseaux engagés et sur



Josephine Akacho, paysanne kenyane, en train d'arroser son champ.

la coopération œcuménique. C'est notamment pendant le Carême qu'elle fait valoir ses revendications au sein de l'Église et auprès du grand public, et qu'elle encourage l'adoption d'un mode de vie durable. Action de Carême a été fondée en 1961 à l'initiative du mouvement de jeunesse catholique. Elle s'inspire de l'éthique sociale chrétienne, des droits humains et de la science.

Avenue du Grammont 7
CH-1007 Lausanne

+41 (0)21 617 88 81
mail@actiondecareme.ch
www.actiondecareme.ch



Fastenaktion
Action de Carême
Azione Quaresimale

SWISSAID

Sur le terrain. Contre la faim.

En tant que fondation indépendante sur le plan confessionnel et politique, SWISSAID élabore des solutions durables et équitables pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Sa vision est celle d'un monde où même les personnes vivant dans la plus grande pauvreté peuvent mener une vie saine, digne et autonome. À cette fin, SWISSAID s'engage en faveur d'une transition agroécologique dans l'agriculture. La fondation aide les populations du Sud global à utiliser des semences diversifiées et adaptables, à préserver les sols et à commercialiser leurs produits alimentaires de manière autonome et rentable. Ce faisant, SWISSAID renforce la diversité des semences tout en luttant contre le changement climatique.

Les femmes jouent un rôle central pour venir à bout de la faim de manière durable. Elles sont responsables de plus des trois quarts de l'alimentation mondiale et sont pourtant beaucoup plus souvent touchées par la carence alimentaire et la malnutrition que les hommes. Briser les schémas de rôles dépassés, renforcer les droits des femmes, en particulier des paysannes, et sensibiliser les hommes constituent des éléments clés des projets de SWISSAID.

Une action locale, des répercussions mondiales

SWISSAID mise sur l'expertise locale et sur un échange de savoirs durable, piloté par le Sud global. Elle aide les paysan·nes à trouver des solutions adaptées, à se mettre en réseau et, si nécessaire, à se faire entendre à un niveau supérieur. Des experts internationaux sont associés à cet échange de savoirs. Les bureaux de coordination travaillent en étroite collaboration avec des partenaires locaux afin de mettre en œuvre les projets de manière efficace. Cette étroite collaboration permet à SWISSAID d'apporter une aide rapide et simple dans les situations d'urgence.

Pour une Suisse solidaire

SWISSAID s'engage en faveur d'une Suisse ouverte sur le monde et solidaire, qui soutient les changements positifs dans le Sud global. Elle défend les intérêts des personnes et des pays défavorisés dans le domaine de la politique de développement. SWISSAID informe, sensibilise et milite pour que la Suisse assume sa responsabilité sociale dans sa législation, sa politique économique et commerciale ainsi que dans les habitudes de consommation.



Bibi Jan lors de la récolte du millet dans le sud de l'Inde. Son engagement en faveur des semences traditionnelles renforce la biodiversité, la souveraineté alimentaire et le rôle des femmes dans l'agriculture.

Lorystrasse 6
CH-3008 Berne

+41 (0)31 350 53 53
info@swissaid.ch
www.swissaid.ch

SWISSAID 
SUR LE TERRAIN. CONTRE LA FAIM.

Vétérinaires Sans Frontières Suisse

Des animaux en bonne santé. Des êtres humains en bonne santé. Un environnement sain.

Les animaux, clés de la sécurité alimentaire

Pour des millions de familles du Sahel et de la Corne de l'Afrique, les animaux d'élevage représentent bien plus qu'un simple bien. Ils fournissent du lait, de la viande et des revenus, servent de sécurité financière en temps de crise et permettent aux enfants d'aller à l'école. La bonne santé des animaux est donc une condition essentielle à la sécurité alimentaire et à la résilience des moyens de subsistance.

VSF-Suisse aide les populations vulnérables à améliorer leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire en favorisant la santé et la productivité des animaux dans un environnement géré de manière durable. Dans dix pays du Sahel et de la Corne de l'Afrique, elle met en œuvre chaque année une cinquantaine de projets en collaboration avec des organisations partenaires locales.

La santé animale ouvre de nouvelles perspectives

Les spécialistes de la santé animale, appelés « Community Animal Health Workers », constituent un pilier central de son travail. Ils assurent des services vétérinaires même dans les régions reculées, procèdent à des vaccinations, dépistent les maladies à un stade précoce et conseillent les éleveuses. Ils constituent souvent le seul point de contact pour les familles qui n'ont pas accès à des vétérinaires.

VSF-Suisse allie l'aide humanitaire à la coopération au développement à long terme. Outre les services de santé animale, elle encourage la transformation et la commercialisation des produits d'origine animale, renforce les marchés locaux et crée des perspectives économiques pour les femmes et les jeunes. Elle améliore ainsi à la fois la sécurité alimentaire, les revenus et la résilience.

Ancré localement, en réseau à l'international

Son travail s'inscrit dans l'approche « One Health », qui considère la santé humaine, animale et environnementale comme un tout. C'est une structure légère et décentralisée, avec 150 membres du personnel locaux



Soins prodigués à un troupeau de moutons par un auxiliaire de santé animale en Éthiopie.

répartis dans cinq bureaux nationaux en Afrique, ainsi qu'une équipe de dix membres du personnel au siège à Berne. Les programmes nationaux sont dirigés par des cadres locaux et élaborés en étroite collaboration avec les communautés, les autorités et les organisations partenaires.

Depuis 1988, VSF-Suisse s'engage pour que les personnes qui vivent de l'élevage puissent construire leur avenir par leurs propres moyens.

Mühlenplatz 15
Case postale 343
CH-3000 Berne 13

+41 (0)31 332 77 65
info@vsf-suisse.org
www.vsf-suisse.org



VÉTÉRINAIRES
SANS FRONTIÈRES
SUISSE

Vivamos

Pour une vie pleine d'avenir

Vivamos renforce les communautés en Amérique latine et en Afrique de l'Est grâce à des programmes axés sur l'éducation, l'eau et l'alimentation. L'organisation prépare les jeunes enfants à leur entrée à l'école, accompagne les jeunes adultes dans leur insertion professionnelle et aide les communautés rurales à gérer de manière durable l'eau, la forêt et les sols. Pour ce faire, elle travaille en s'adaptant au contexte, en s'appuyant sur des données factuelles et en collaboration avec des organisations partenaires locales compétentes.

Foresterie, gestion de l'eau et agriculture durables

Dans le cadre de son programme « Eau et alimentation », Vivamos aide les autorités locales et les communautés à protéger les bassins versants et les réserves forestières importants afin de préserver la sécurité hydrique et la biodiversité. Des conseillères expérimentées forment les familles paysannes aux pratiques d'agriculture agroécologique afin qu'elles puissent augmenter durablement leur production et améliorer leur sécurité alimentaire sans surexploiter les ressources naturelles. Elles gagnent ainsi en résilience face aux conséquences du changement climatique. De plus, l'organisation aide les petites producteur-trices à se regrouper, à trouver ensemble des débouchés commerciaux et à faire valoir leurs droits.

Des perspectives d'avenir équitables pour les enfants et les jeunes

Grâce à ses programmes d'intervention précoce et de formation professionnelle destinés aux enfants et adolescents socialement défavorisés, Vivamos leur offre des chances équitables de réussir leur parcours scolaire et d'accéder à de meilleures perspectives de revenus. Elle met particulièrement l'accent sur le développement sain des jeunes enfants et le renforcement psychosocial des jeunes adultes. Pour cela, l'organisation implique également les parents, le personnel enseignant et le personnel de santé. Afin de lutter contre les carences alimentaires et la malnutrition, Vivamos améliore l'accès à des aliments riches en nutriments et transmet aux familles des connaissances pratiques sur une alimentation équilibrée et adaptée à l'âge, ainsi que sur l'hygiène domestique.



Récolte dans les hautes terres d'Atitlán, au Guatemala : María Tzaj Chocoy assure une alimentation équilibrée à son fils Hefferson grâce à des ateliers de cuisine et à l'accès à des aliments riches en nutriments.

Agile et axé sur l'impact

Vivamos est structurée de manière agile et, en tant qu'organisation apprenante, fait régulièrement évaluer scientifiquement l'impact de son travail. Cela lui a déjà valu à deux reprises l'Impact Award de la DDC et du NADEL.

Thunstrasse 17
CH-3005 Berne

Bureau de Zurich :
Ausstellungsstrasse 41
CH-8005 Zurich

+41 (0)31 331 39 29
info@vivamos.org
www.vivamos.org



Aqua Alimenta

Make it flow, let it grow

Depuis 1998, l'association suisse à but non lucratif Aqua Alimenta met à l'honneur les paysan·nes qui, sur de petites parcelles, produisent une part considérable de la production alimentaire mondiale. Grâce à l'agroécologie et à la petite irrigation, elle œuvre pour que les familles paysannes puissent subvenir à leurs besoins tout au long de l'année, avoir une alimentation équilibrée et mener une vie autonome.

L'alimentation et les revenus des familles paysannes dépendent directement de leurs ressources naturelles. L'engagement en faveur de systèmes alimentaires durables est donc indissociable de la protection et de l'utilisation responsable des ressources que sont l'eau, les sols et la biodiversité. Elle contribue ainsi à préserver la fertilité des sols et les ressources en eau, à permettre le développement d'une agriculture paysanne diversifiée et productive, et à renforcer la résilience des paysan·nes face aux conséquences du changement climatique.

Aqua Alimenta travaille en partenariat avec des organisations ancrées localement au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et en Inde, sur la base d'objectifs communs. L'organisation attache une grande importance à renforcer l'engagement, les capacités et l'autonomie de ses partenaires. Les relations mutuelles sont fondées sur le respect et l'estime. Elle reconnaît la diversité des cultures et des personnes et les soutient indépendamment de leurs opinions politiques et religieuses ainsi que de leur appartenance ethnique.

Les organisations partenaires développent, en collaboration avec les paysan·nes ainsi qu'avec d'autres acteurs concernés, des projets adaptés aux réalités locales. La responsabilité incombe ici aux personnes et aux communautés elles-mêmes : elles améliorent leurs conditions de vie par leurs propres moyens. L'organisation les accompagne et mobilise les ressources nécessaires.

Aqua Alimenta veille à une utilisation rigoureuse des fonds qui lui sont confiés et vérifie systématiquement les résultats obtenus ainsi que les impacts de ses projets. L'organisation rend compte de ses activités en toute transparence, en présentant non seulement ses succès, mais aussi ses difficultés et les revers inévitables. Tant au niveau international qu'en Suisse, elle



Un collaborateur d'Ecovillage Madagascar en conversation avec un paysan de la région de Vakinankaratra (Madagascar).

encourage la coopération avec des partenaires partageant les mêmes valeurs afin d'avoir ensemble un impact plus important.

De l'eau qui coule. Des plantes qui poussent. Des personnes qui récoltent suffisamment et vivent en toute autonomie. C'est ce que représente Aqua Alimenta : « Make it flow, let it grow ».

Stauffacherstrasse 28
CH-8004 Zurich

+41 (0)43 243 04 70
info@aqua-alimenta.ch
www.aqua-alimenta.ch



Skat Foundation

Eau, sécurité alimentaire et résilience locale

La Skat Foundation est une organisation suisse indépendante à but non lucratif dont le siège se trouve à Saint-Gall. Depuis plus de 20 ans, la Skat Foundation s'engage sur quatre continents en faveur d'une coopération au développement durable, en mettant l'accent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Sa vision est celle d'un monde dans lequel les acteur·trices locaux peuvent organiser l'accès aux services de base de manière autonome et durable.

Ce travail repose sur des partenariats locaux solides, l'échange mondial de savoirs et la promotion de la responsabilisation. Plutôt que de fournir directement des services, la Skat Foundation soutient et met en réseau des organisations locales, des spécialistes, des entreprises et des autorités afin qu'ils développent et mettent en œuvre des solutions durables à long terme pour leurs communautés.

L'accent thématique est mis sur l'eau. L'organisation adopte à cet égard une approche intégrée qui tient compte des liens entre l'eau, la sécurité alimentaire, la santé, la résilience climatique et le développement économique. Dans le cadre de l'Alliance Sufosec, la Skat Foundation s'engage notamment à l'intersection entre l'eau, l'agriculture et l'alimentation. Un meilleur accès à l'eau, une utilisation productive de l'eau et des approches agroécologiques renforcent les moyens de subsistance des paysan·nes et augmentent leur résilience face aux conséquences du changement climatique.

Outre son travail de projet, Skat Foundation s'engage dans la gestion mondiale de connaissances, dans les processus d'apprentissage et en tant que partenaire stratégique des acteur·trices locaux. Pour ce faire, l'organisation s'appuie sur le principe du Self-Supply : des technologies pouvant être produites et entretenues localement, ainsi que des spécialistes formés sur place. L'organisation favorise le transfert de savoirs entre les organisations partenaires, soutient la diffusion d'approches éprouvées et renforce les compétences des spécialistes locaux par le biais de formations initiales et continues. En tant qu'hôte du secrétariat du Rural Water Supply Network (RWSN), elle contribue également à l'échange mondial de la recherche, des savoirs et de la pratique de l'approvisionnement en eau en milieu rural, et rend le savoir utile.



Tinashe Size avec des légumes fraîchement récoltés dans le jardin du projet Mwenje Healthy Harvest, dans la région de Nyamukamani au Zimbabwe.

Skat Foundation contribue ainsi à la résilience des communautés, au développement durable et à la mise en place de solutions efficaces à long terme et ancrées localement.

Benevolpark
St. Leonhard-Strasse 45
CH-9000 Saint-Gall

+41 (0)71 227 07 99
info@skat-foundation.ch
www.skat-foundation.ch



RÉFÉRENCES

1. Assemblée générale de l'ONU. Resolution A/RES/78/279: International Year of the Woman Farmer, 2026. mai 2024. <https://undocs.org/A/RES/78/279>
2. FAO. The Status of Women in Agrifood Systems. Rome: FAO; 2023. doi:10.4060/cc5343en.
3. FAO. The 10 Elements of Agroecology: Guiding the Transition to Sustainable Food and Agricultural Systems. Rome: FAO; 2018. <https://www.fao.org/agroecology/knowledge/10-elements/en/>
4. HLPE. Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition. HLPE Report 14. Rome: FAO/CFS; 2019.
5. von Maltitz L, Bahta YT. The impact of indigenous practices to promote women's empowerment in agriculture in South Africa. *Front Public Health*. 2024;12:1393582. doi:10.3389/fpubh.2024.1393582.
6. Sachs C. Gender, women and agriculture in Agriculture and Human Values. *Agric Hum Values*. 2023;40(1):19–24. doi:10.1007/s10460-022-10391-6.
7. Faye NHS. We Are the Solution: Seed Sovereignty, Local Knowledge Systems and Women's Liberation Through Rice Farming in Southern Senegal. mémoire de master, LUMES (Lund University Centre for Sustainability Studies); 2023. <https://lup.lub.lu.se/student-papers/search/publication/9120495>.
8. Thousand Currents. Women Growing the Future. reportage web zur Bewegung Nous Sommes la Solution. San Francisco: Thousand Currents; 2024. <https://tccurrents.exposure.co/women-growing-the-future>.
9. Fall M, Jacquemot P. L'autonomisation des femmes, une réponse à l'insécurité alimentaire en Afrique ? Afrique contemporaine. 2023;275(1):9–38. doi:10.3917/afco1.275.0009.
10. Alliance Sufosec. Eine internationale Zusammenarbeit auf Augenhöhe. Zurich: Alliance Sufosec; 2024. https://sufosec.ch/wp-content/uploads/2024/11/Sufosec_Report-EmpoweringPartnerships_8-24_D_def.pdf.
11. Dusingizimana T, Nduwayezu G, Kjelqvist T. Women's dietary diversity is associated with homestead production and market access: a cross-sectional study in rural Rwanda. *Matern Child Nutr*. 2025;21(1):e13755. doi:10.1111/mcn.13755.
12. Ume C, Nuppenau E-A, Domptail SE. Who profits from agroecology to secure food and nutrition? On access of women to markets and assets. *Front Sustain Food Syst*. 2023;7:1082944. doi:10.3389/fsufs.2023.1082944.
13. Hazra S, Parida SP, Giri PP, Behera BK. Kitchen garden, dietary diversity, and women's health in rural eastern India: a mixed method study. *Front Public Health*. 2025;13:1465169. doi:10.3389/fpubh.2025.1465169.
14. FAO. Lightening the load: addressing rural women's work burden and time poverty in agriculture. Rome: FAO; 2021.
15. Doss C, Gottlieb C. Gendered Patterns of Labor in Agriculture. *Agric Econ*. 2025;56(3):431–445. doi:10.1111/agec.70012.
16. Wong F, Vos A, Pyburn R, Newton J. Gender Transformative Approaches in Agriculture. CGIAR Collaborative Platform for Gender Research; 2019. <https://gender.cgiar.org/publications/gender-transformative-approaches-food-security-improved-nutrition-and-sustainable-0>
17. FAO, IFAD, WFP & CGIAR GENDER Impact Platform. Guidelines for measuring gender transformative change in the context of food security, nutrition and sustainable agriculture. Rome: FAO; 2023. doi:10.4060/cc7940en.
18. Farhall K, Rickards L. The «Gender Agenda» in Agriculture for Development and Its (Lack of) Alignment With Feminist Scholarship. *Front Sustain Food Syst*. 2021;5:573424. doi:10.3389/fsufs.2021.573424.
19. Alliance Sufosec. Integrating the Triple Nexus. Lessons learnt and recommendations from a Sufosec learning process. 2021–2024. https://sufosec.ch/wp-content/uploads/2026/03/Sufosec_Tripelnexus_LessonsLearnt_EN_RZ_2.pdf.
20. Sosa Varrotti A, et al. Agroécologie(s), femmes et travail: action, transformation et ré-existences. *AgriGenre*; 2024. repris sur der FAO Family Farming Knowledge Platform: <https://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1696281/>.
21. Bacon CM, Kelley LC, Stewart IT. Toward a feminist political ecology of household food and water security during drought in northern Nicaragua. *Ecol Soc*. 2022;27(1):16. doi:10.5751/ES-12716-270116.
22. Civil Society and Indigenous Peoples' Mechanism (CSM). Agroecology and Feminism: Transformations in Nature, Food and Justice. 2019.
23. FAO. The Status of Women in Agrifood Systems in Sub-Saharan Africa. Rome: FAO; 2025. doi:10.4060/cd6631en.
24. African Climate Foundation. Gender and Women in Agroecological Transition: Sub-Saharan Africa Regional Brief. Johannesburg: African Climate Foundation; juillet 2025. https://africanclimatefoundation.org/wp-content/uploads/2025/07/801023_B-Gender-and-Women-in-agroeco-WEB-1.pdf.
25. Kenya Ministry of Agriculture and Livestock Development (MoALD). National Agroecology Strategy for Food System Transformation 2024–2033 (NAS-FST). 2024.
26. Cafiero C, Viviani S, Nord M. Food security measurement in a global context: The Food Insecurity Experience Scale. *Measurement*. 2018;116:146–152. doi:10.1016/j.measurement.2017.10.065.
27. FAO, FHI 360. Minimum Dietary Diversity for Women: A Guide for Measurement. Rome: FAO; 2016.
28. Sufosec AMEL Unit. Lokale Lebensmittellisten für den MDD-W-Indikator. source interne, Alliance Sufosec; 2025.
29. Gebrihet HG, Gebresilassie YH, Gebreselassie MA. Food Insecurity and Coping Strategies in War-Affected Urban Settings of Tigray, Ethiopia. *Economies*. 2025;13(1):7. doi:10.3390/economies13010007.
30. IPES-Food. From Uniformity to Diversity: A Paradigm Shift from Industrial Agriculture to Diversified Agroecological Systems. Frison E, éd. Bruxelles: IPES-Food; 2016. <https://ipes-food.org/report/from-uniformity-to-diversity/>
31. Bezner Kerr R, Madsen S, Stüber M, Liebert J, Enloe S, Borghino N, et al. Can agroecology improve food security and nutrition? A review. *Glob Food Secur*. 2021;29:100540. doi:10.1016/j.gfs.2021.100540.
32. Bellosi A. Agroecological Practice Portfolios, Climate Stress and Household Food Security – Evidence from 37,000 Smallholder Farmers across 17 Countries and a Case Study in the Indian Sundarbans. mémoire de master, ETH Zurich; 2026. non publié.
33. Olarewaju OO, Fawole OA, Baiyegunhi LJS, Mabhaudhi T. Integrating Sustainable Agricultural Practices to Enhance Climate Resilience and Food Security in Sub-Saharan Africa: A Multidisciplinary Perspective. *Sustainability*. 2025;17(14):6259. doi:10.3390/su17146259.
34. Mier y Terán Giménez Cacho M, Giraldo OF, Aldasoro M, Morales H, Ferguson BG, Rosset P, et al. Bringing agroecology to scale: key drivers and emblematic cases. *Agroecol Sustain Food Syst*. 2018;42(6):637–665. doi:10.1080/21683565.2018.1443313.

35. Nguyen T-T, Qaim M. Local and regional food production diversity are positively associated with household dietary diversity in rural Africa. *Nat Food*. 2025;6(2):205–212. doi:10.1038/s43016-024-01096-6.
36. Sibhatu KT, Qaim M. Review: Meta-analysis of the association between production diversity, diets, and nutrition in smallholder farm households. *Food Policy*. 2018;77:1–18. doi:10.1016/j.foodpol.2018.04.013.
37. D'Annolfo R, Gemmill-Herren B, Graeub B, Garibaldi LA. A review of social and economic performance of agroecology. *Int J Agric Sustain*. 2017;15(6):632–644. doi:10.1080/14735903.2017.1398123.
38. Frelat R, Lopez-Ridaura S, Giller KE, Ditzler L, Tenzing JL, Ringler C, et al. Drivers of household food availability in sub-Saharan Africa based on big data from small farms. *PNAS*. 2016;113(2):458–463. doi:10.1073/pnas.1518384112.
39. Geck MS, Wezel A, Diallo AO, Elizondo C, Freitas H, Tataridas A. The multidimensional performance of agroecology: what we know and what we are yet to learn. *Front Agron*. 2026;8. doi:10.3389/fagro.2026.1774459.
40. FAO, WFP, GNAFC. 2026 Global Report on Food Crises: Joint Analysis for Better Decisions. Rome: FAO; 2026. <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd9424en>
41. Mottet A, Bicksler A, Lucantoni D, De Rosa F, Scherf B, Scopel E, et al. Assessing transitions to sustainable agricultural and food systems: A Tool for Agroecology Performance Evaluation (TAPE). *Front Sustain Food Syst*. 2020;4:579154. doi:10.3389/fsufs.2020.579154.
42. FAO. Prevalence of Moderate or Severe Food Insecurity in the Total Population (3-Year Average). FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/en/#data/FS>
43. Welthungerhilfe, Concern Worldwide, Institute for International Law of Peace and Armed Conflict (IFHV). 2025 Global Hunger Index. Bonn/Dublin; 2025. <https://www.globalhungerindex.org/pdf/en/2025.pdf>.
44. Wathome & 14 others v Kenya Plant Health Inspectorate Service & another; Greenpeace Environmental Kenya & 2 others [2025] KEHC 18166 (KLR). High Court of Kenya at Machakos; 27 novembre 2025.
45. Kenya. The Seeds and Plant Varieties Act, Cap. 326, Laws of Kenya (Rev. 2012). <http://kenyalaw.org/kl/fileadmin/pdfdownloads/Acts/SeedsandPlantVarietiesActCap326.pdf>
46. Turkana County Government. Participatory Climate Risk Vulnerability Assessment Report. 2023.
47. Allianz Sufosec (éd.). Lokale Ernährungssysteme gegen den Hunger. Globaler Ernährungsbericht 2022 der Allianz Sufosec. Berne/Berlin: SWISSAID Verlag; 2022. doi:10.5281/zenodo.22092189.
48. Alliance Sufosec (éd.). Nachhaltige Ernährung beginnt lokal. Globaler Ernährungsbericht 2024. Berne: Alliance Sufosec; 2024. doi:10.5281/zenodo.22092183.
49. Jones AD. Critical review of the emerging research evidence on agricultural biodiversity, diet diversity, and nutritional status in low- and middle-income countries. *Nutr Rev*. 2017;75(10):769–782. doi:10.1093/nutrit/nux040.
50. Elouafi I. The Global South is shaping the future of agriculture. *Science*. 2026;392(6803):eaei4424. doi:10.1126/science.aei4424.
51. Wezel A, Casagrande M, Celette F, Vian J-F, Ferrer A, Peigné J. Agroecological practices for sustainable agriculture. A review. *Agron Sustain Dev*. 2014;34(1):1–20. doi:10.1007/s13593-013-0180-7.
52. Luc G, Keita M, Houssoube F, Wabyona E, Constant A, Bori A, et al. Community clustering of food insecurity and malnutrition associated with systemic drivers in Chad. *Food Nutr Bull*. 2023;44(2_suppl):S69–S82. doi:10.1177/03795721231189970.
53. CIDSE. The Principles of Agroecology: Towards Just, Resilient and Sustainable Food Systems. Bruxelles: CIDSE; April 2018. https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2018/04/EN_The_Principles_of_Agroecology_CIDSE_2018.pdf.
54. Biovision Foundation for Ecological Development, IPES-Food. Money Flows: What is holding back investment in agroecological research for Africa? Zurich/Bruxelles; 2020. <https://ipes-food.org/report/money-flows/>.
55. FAO, IFAD, UNICEF, WFP, WHO. The State of Food Security and Nutrition in the World 2026: Understanding and addressing the high cost of a healthy diet. Rome: FAO; 2026. doi:10.4060/cd8306en.
56. Opiyo F, Wasonga OV, Nyangito M, Schilling J, Munang R. Drought adaptation and coping strategies among the Turkana pastoralists of northern Kenya. *Int J Disaster Risk Sci*. 2015;6(3):295–309. doi:10.1007/s13753-015-0063-4.

Crédits photographiques

p. 4 Anders Stoos / VSF-Suisse
p. 4 Action de Carême
p. 6, 21, 43 Tony Vonison / Aqua Alimenta
p. 7 Illustrations : Maeva Rubli
p. 8, 12 Salif Touré / Aqua Alimenta
p. 10 Fabienne Jacomet / Vivamos
p. 11, 16 Giulia Balmer / Vivamos
p. 18 Jibiko / Action de Carême
p. 40 Sri Kolari / SWISSAID
p. 24, 25, 26, 27, 30 Christian Heuss
p. 28, 29 Ricus Jacometti / Vivamos
p. 31 Christian Bobst / VSF-Suisse
p. 32, 35 Eyeris Communications
p. 33 PELUM Kenya
p. 39 Saruni / Action de Carême
p. 41 VSF-Suisse
p. 42 Ari Zehnder / Vivamos
p. 44 Africa AHEAD / Skat Foundation
Toutes les images sont protégées par le droit d'auteur.

Berne, septembre 2026



« Grâce aux pratiques agroécologiques, je récolte des denrées alimentaires plus abondantes et plus variées. Auparavant, les dépenses élevées en engrais et en produits phytosanitaires réduisaient mes bénéfices. Pour moi, l'agriculture est synonyme d'indépendance et l'agroécologie, de responsabilité : nous devons protéger et nourrir le sol. »

Mani Munda, paysanne (Inde)

« Outre le riz, le maïs et le manioc, nous cultivons aujourd'hui également des légumes et des fruits. Depuis que nous avons renoncé aux produits chimiques, les coûts ont baissé et le sol est à nouveau plus fertile. Cela me procure davantage de sécurité, surtout parce que ma famille n'a plus de dettes aujourd'hui. »

Lydia Harintsoa, paysanne (Madagascar)



ALLIANCE SUFOSEC

Alliance Suisse pour
une alimentation durable dans le monde

Fastenaktion
Action de Carême
Azione Quaresimale

Vivamos

SWISSAID

Aqua Alimenta
Make it flow Let it grow

VSF
VÉTÉRINAIRES
SANS FRONTIÈRES
SUISSE

skat
foundation